Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1872.

Prorogation de la durée de la Banque nationale (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

Les problèmes qui concernent l'organisation des banques publiques sont de ceux qui ont été le plus fréquemment agités, et dont la solution ne s'est, dans presque aucun pays, fait accepter qu'après de longues recherches, et de pénibles expériences.

Des causes multiples sont en effet souvent venues s'opposer à l'organisation rationnelle du crédit; c'est presque toujours dans des moments de crise, alors que de graves embarras se révèlent, soit dans les finances des États, soit dans les affaires commerciales, que ces questions sont examinées. Ces conditions sont mauvaises pour la recherche de la vérité: il est dans la nature de notre esprit de se laisser plus impressionner par des faits présents que par des lois générales; il est dans les tendances de ceux qui gouvernent de chercher, même par des palliatifs dangereux pour l'avenir, à sortir des situations gênées; il est surtout dans la pensée des particuliers qui souffrent dans leurs intérêts de méconnaître la puissance irrésistible des faits économiques, de croire qu'à tout mal il est un remède immédiat, et de se laisser aller par suite à réclamer l'application des plus décevantes idées.

C'est une circonstance heureuse que d'avoir à examiner le projet qui nous est soumis dans un moment où rien ne semble pouvoir égarer l'opinion. Aucun fait saillant ne peut absorber l'attention aux dépens des faits si nombreux qui,

(1) Projet de loi, n° 85.

(2) La section centrale, présidée par M. THIBAUT, était composée de MM. VAN HUMBLÉCK, THONISSEN, NOTHOMB, VERMEIRE, PIRMEZ et FRÈRE ORBAN.

recueillis et analysés dans leurs causes et dans leurs effets, ont servi à édifier une véritable science. L'état brillant de nos finances écarte toute pensée de faire servir au crédit de l'État, l'organisation du crédit privé. La prospérité du commerce et de l'industrie permet d'examiner, sans préoccupation exclusive du moment, toute la vie de l'institution sur laquelle nous avons à statuer, de juger son rôle dans l'accroissement des affaires et dans le développement du crédit, et d'apprécier comment, au travers des phases diverses d'une existence déjà longue, elle a répondu à ce qu'on attendait des principes qui ont présidé à son organisation.

On peut se demander toutefois, si un examen approfondi des bases sur lesquelles repose la Banque nationale est encore nécessaire. Le débat semble vidé. La Banque nationale n'est attaquée dans aucun des principes de son existence ; vos sections, en se livrant à l'examen du projet, n'en ont mis aucun en question ; elles se sont bornées à des observations de détail ; au dehors la même unanimité semble régner, on est d'accord avec le gouvernement : *il ne peut être question de détruire pour reconstruire, mais de conserver en améliorant* (1). Les partis, quelque vivaces que soient leurs dissentiments, ont eu la sagesse, aujourd'hui comme en 1850, de faire taire leurs divisions dans une matière qui ne les comporte pas ; et nous verrons sans doute une institution créée sur la proposition d'un des chefs d'une de nos grandes opinions politiques, recevoir une nouvelle existence sur la proposition d'un des chefs de l'autre : accord qui honore également et celui qui a eu l'initiative de l'œuvre, et celui qui ne cherche qu'à la rendre meilleure.

Votre section centrale a cru cependant qu'elle vous devait et qu'elle devait surtout au pays, dans une matière d'une aussi haute importance, de n'accepter qu'après examen, de ne rien laisser en dehors d'une sérieuse étude, et d'exposer les motifs raisonnés qui la portent à vous proposer l'adoption du projet de loi.

Après les jours de prospérité politique et commerciale dont nous jouissons, viendront inévitablement d'autres temps moins heureux. Le crédit dépend des faits les plus divers ; il est plus mobile encore que les faits, parce qu'il est l'expression d'une situation des esprits, de la confiance que créent et que détruisent les événements presque toujours, dans un sens ou dans l'autre, avec une redoutable exagération. Il faut, quand des périodes difficiles reviendront, que l'on sache qu'elles ont été prévues, que rien de ce qui peut être fait pour en conjurer les embarras, n'a été négligé ; il faut surtout que ceux qui souffriront des crises, reconnaissent qu'ils doivent s'en prendre, non à une oublieuse inintelligence du législateur, mais à d'inéluctables événements, ou plus souvent encore à leurs propres entraînements et à cette témérité sans prévoyance qui ne considère que les chances heureuses des affaires.

Pour mettre de l'ordre dans l'examen de cette matière complexe, nous examinerons successivement :

I. L'organisation de la Banque nationale, ses principes et les résultats qu'elle a produits.

(1) Exposé des motifs.

- II. Les systèmes contraires à l'organisation actuelle de la Banque.
- III. Les modifications inscrites dans le projet de loi.
- IV. Les améliorations secondaires qui sont dans le domaine de l'autorité gouvernementale.

I. DE L'ORGANISATION DE LA BANQUE NATIONALE, DE SES PRINCIPES ET DE SES RÉSULTATS.

Il semble au premier abord, lorsqu'on a peu réfléchi sur les nécessités du Gouvernement et les lois de crédit, que rien n'échappe plus à l'intervention de l'État que l'organisation des banques.

L'industrie et le commerce, dont les banques ne sont que des moyens auxiliaires, sont en effet essentiellement du domaine des particuliers, et une décisive expérience a appris que ce qui restreint leur libre activité est presque toujours un mal : on a fini par comprendre presque partout, et ce n'est heureusement pas dans notre pays que se manifestent les exceptions, qu'en voulant protéger par des restrictions, on affaiblit par des entraves.

Ce premier aperçu général conduit ainsi à se demander pourquoi l'État intervient pour organiser une banque.

La réponse ne tarde pas à apparaître lorsqu'on remarque que l'État a des recettes et des paiements si nombreux à faire, des sommes si considérables à garder, des transmissions de fonds d'un lieu à l'autre si fréquentes, que son service financier seul constitue le mouvement d'affaires d'une banque.

Sans doute, ce service, il pourrait le faire lui-même, en en supportant tous les frais, et en conservant improductif son encaisse.

Il y aurait certes déjà là un double inconvénient très-grave : dépense considérable d'un service financier tenu isolé de toute autre affaire, perte sèche de tout ce que pourraient produire les fonds disponibles si on leur permettait de sortir du Trésor.

Mais voulût-on passer sur ces inconvénients, qu'une nouvelle difficulté surgirait. L'État n'acceptera-t-il que du numéraire en repoussant tout papier de crédit? L'impossibilité d'un pareil refus est manifeste. Mais s'il accepte, de qui acceptera-t-il du papier au lieu d'écus? Evidemment pas de tous ceux qui voudront créer de ce papier; il doit se limiter aux billets qui lui offriront une sécurité complète, et, par conséquent, car la sécurité est à ce prix, il ne prendra que ceux des institutions dont il contrôlera les opérations et approuvera la marche, et dont ainsi il sera moralement responsable aux yeux des populations.

Par la force même des choses, l'État se trouve ainsi obligé de s'immiscer dans l'appréciation des opérations de banque, de les juger, de leur tracer des limites, de leur imposer des conditions; mais quand il a reconnu une institution comme présentant une sécurité complète, il lui a communiqué une grande force; en acceptant ses billets dans ses caisses, il les fait, par l'autorité de son exemple et par le placement qu'il leur assure, entrer dans la circulation au lieu de valeurs métalliques, et, s'il a procédé avec sagesse, il a, au grand profit de la richesse publique, substitué au numéraire des valeurs fiduciaires. L'importance de ce

résultat est telle que l'assurer doit devenir la principale préoccupation des gouvernements en ces matières.

Ainsi, réduire les frais de son service financier, en ne l'isolant pas, rendre productif l'encaisse du Trésor et asseoir sur des bases solides la circulation fiduciaire, tel est le triple devoir qui s'impose à l'État par la nature de ses opérations.

Quels sont les meilleurs moyens de l'accomplir ?

Si un aperçu superficiel conduit parfois à mettre en doute que l'État ait à intervenir dans les matières de banques, on pourrait, par une réaction exagérée contre ce sentiment, quand on s'est rendu compte des nécessités des opérations financières de l'État, être porté à croire qu'il doit lui-même créer une banque qu'il dirigerait et dont il serait l'unique actionnaire.

Il organiserait ainsi aisément son service financier, il placerait son encaisse en en touchant tout le produit, et il bénéficierait intégralement de la différence entre le chiffre de l'émission fiduciaire et du numéraire qu'il serait obligé de conserver pour faire face aux demandes de remboursement.

Incontestablement, il n'y a rien qui froisse la raison dans cette conception ; mais il ne suffit pas d'exiger qu'une institution n'ait dans son énoncé abstrait aucun vice intrinsèque ; il faut la créer pour qu'elle puisse utilement fonctionner dans les mains qui la dirigeront ; il faut l'organiser, non en se plaçant dans un monde idéal où les gouvernants et les hommes seraient parfaits, mais pour qu'elle produise de bons résultats dans le milieu mêlé de bien et de mal où se trouve la nature humaine.

L'expérience a montré les dangers que font courir aux banques d'émission des liens trop étroits avec les gouvernements. Il en est qui doivent leur origine à la nécessité où ils se sont trouvés d'obtenir des capitaux, d'autres qui ont été forcées de confondre pour ainsi dire leur finances avec celles de l'État : c'est en séparant qu'on est arrivé à rétablir des situations régulières.

Il faut soustraire le crédit privé, autant qu'il est possible, aux secousses que subissent les gouvernements ; on ne peut assez compter sur la sagesse des hommes d'État pour croire que, dans les moments de détresse, ils ne disposeront pas des ressources qui seraient à leur entière discrétion. Il est du reste des opérations qui ne sont en aucune manière moins bien faites que par ceux qui administrent la chose publique : ce sont les placements financiers. C'est une loi remarquable de l'économie sociale, et qui éclaircit presque tous les points de notre matière, que celle qui nous montre que l'intérêt de celui qui place des capitaux le porte à les mettre précisément là où ils sont le mieux placés. Ce serait une honnête mais funeste utopie que de croire qu'en chargeant des personnes absolument désintéressées de faire le placement des fonds du trésor, on arriverait à un meilleur résultat que si les fonds sont employés par ceux qui courent les risques et retirent les bénéfices des opérations.

On arrive ainsi à reconnaître comme condition d'une solution complète du problème et la nécessité de l'intervention de l'État, et la nécessité de l'intervention de l'intérêt privé.

C'est sur cette double nécessité qu'ont été fondées les grandes institutions financières qui existent aujourd'hui dans presque tous les pays ; elle a servi de base à la création de la Banque nationale.

L'État intervient pour créer l'institution, lui imposer des conditions qui en mettent la solidité au-dessus de toutes les épreuves ; il lui confie son service financier, lui remet par là même ses fonds disponibles, et détermine les règles de l'émission de la monnaie fiduciaire, de manière à donner une sécurité complète à ceux qui l'acceptent, sécurité dont il donne l'exemple, en la recevant dans ses caisses.

L'activité privée intervient sous forme d'une société dont un capital suffisant garantit les opérations ; cette société prend le service financier de l'État, et se charge, dans les limites qui lui sont tracées et concurremment avec le placement de son capital et des autres fonds qu'on lui confie, du placement tant des fonds disponibles de l'État, que de ceux qui résultent de l'émission fiduciaire.

Entre l'État et la société intervient un règlement qui détermine les services que la société doit rendre à l'État, et la quotité des bénéfices qu'elle a à lui remettre pour les avantages qu'il lui confère.

Telles sont les bases de l'institution.

Voyons quels sont les résultats qu'on doit en attendre.

Pour l'État, outre certains bénéfices pécuniaires, l'organisation de son service financier, la décharge du maniement des fonds, la garantie contre les détournements de titres, en un mot, la sûreté du Trésor.

Pour le public la mise à sa disposition de valeurs considérables que l'État jette dans le mouvement des affaires et que produit la circulation fiduciaire.

L'organisation de cette circulation, remarquons le bien, est le point culminant du système, parce qu'elle crée une véritable valeur : elle augmente la richesse publique.

Les capitaux que les actionnaires apportent à la banque ne constituent pas des valeurs nouvelles. Ces capitaux, si la banque n'avait pas été créée, n'en existeraient pas moins ; appliqués à fonder d'autres banques, prêtés à l'industrie, placés en des prêts hypothécaires, ou consacrés à toute autre opération, ils serviraient avec la même utilité et la même force au développement de la fortune nationale.

Les fonds du Trésor reçoivent dans certaines limites une application qui les retire de la stérilité où l'absence de banque les laisserait, mais, outre que le Gouvernement pourrait trouver des placements en ses propres valeurs pour ce qui excède les besoins courants, on comprend qu'il n'y a là qu'une application de ressources nécessairement limitées, et déjà existantes.

Il en est tout autrement des résultats d'un bon système fiduciaire.

Le pays a un impérieux besoin d'un moyen d'échange, d'une monnaie servant aux transactions.

Cette monnaie a d'abord généralement été faite de métaux précieux ; on doit y consacrer les valeurs nécessaires pour qu'elle soit suffisante. Si on trouve un moyen de la remplacer sans frais, toute la valeur intrinsèque du numéraire peut être consacrée à un autre usage ; sans examiner pour le moment à qui profitera cette valeur, il est clair que le gain sera précisément du montant de numéraire qui aura pu être supprimé pour être remplacé par du papier.

Ainsi, si on remplace deux cent millions de numéraire de la circulation par deux cent millions de billets, en tenant seulement soixante millions d'or ou

d'argent pour satisfaire aux demandes de remboursement des billets ; cent quarante millions auront été économisés, on aura permis de disposer, pour les besoins industriels ou commerciaux du pays, d'une valeur de cent quarante millions.

A ce résultat numérique s'en ajoute un autre : la transmission des billets est infiniment plus facile que la transmission des espèces ; chaque fois qu'un paiement eût dû se faire en espèces, il y a diminution de frais ou de gêne dans l'emploi des billets. Ce résultat, insensible sur chaque fait, devient très-important sur l'innombrable quantités de faits auxquels il s'applique.

L'émission, proprement dite, n'est cependant pas le dernier mot de l'économie et de la simplification à réaliser dans les paiements : le système des virements et des accreditifs, surtout lorsqu'une banque a de nombreux établissements secondaires dans les différentes parties du pays vient constituer un nouveau progrès. Ce système n'a rien qui le rattache essentiellement à l'État ; il pourrait être laissé en dehors de ses préoccupations ; mais il prend une si immense extension par les facilités et la sûreté que présente l'institution à laquelle est confiée l'émission que partout il lui a été uni : il la complète, en réalisant les mêmes avantages.

On comprend l'importance de ces avantages : les valeurs ainsi créées par ces moyens fiduciaires, rendues d'une mobilité et d'une facilité admirables, affectées aux besoins des transactions, y satisfont, précisément en raison de leur abondance, dans des conditions de bon marché que l'on n'eût pu espérer, et comme dans la production des richesses, tout s'enchaîne étroitement, elles conduisent à un développement considérable des affaires de la nation.

En constatant l'immense bienfait qui résulte d'une institution financière établie sur des bases rationnelles et qui réalise son but, il importe cependant de faire remarquer que, par la nature même des choses, son action est limitée.

Les faits économiques ont presque toujours deux faces : l'une qui apparaît aux yeux de tous, une autre qui ne se découvre que par l'examen. Quand une valeur se montre, beaucoup s'imaginent qu'elle a été créée où ils la voient pour la première fois ; souvent, elle n'est que déplacée.

Il importe de ne jamais perdre de vue la différence essentielle qui existe entre deux situations aussi différentes ; c'est pour l'avoir oublié qu'on a imaginé des systèmes très-variés pour faire placer des capitaux dans les banques d'émission, dans la pensée erronée qu'on obtiendrait un résultat semblable à celui que produit l'émission elle-même.

L'émission dispense de l'emploi d'une valeur, elle économise cette valeur en lui créant un substitut fiduciaire ; l'appel des capitaux existants les enlève à une branche quelconque de la production, sans rien ajouter à ce qui existe.

On comprend dès lors aisément que la banque chargée de l'émission ne peut augmenter indéfiniment ses ressources. Quand elle a, par l'organisation de la circulation fiduciaire et par les autres modes qui dispensent de l'emploi du numéraire, rendu celui-ci partiellement inutile, elle a produit son résultat économique ; il est grand, mais il est limité ; ce qu'elle fera au delà n'aura qu'une trompeuse apparence.

Donner à la circulation fiduciaire sous ses formes diverses toute son étendue, tel est donc le vrai moyen pour la banque de produire tout le bien qu'on doit

exiger d'elle, et, pour atteindre ce résultat ce qu'il faut avant tout, c'est en assurer l'absolue sécurité.

Cette sécurité dépend de deux éléments qui, du reste, ont une très-inégal importance : de la nature et de la mesure de ses placements d'abord, de son capital ensuite.

Son capital doit être suffisant pour répondre des pertes ; il peut être presque nul si les placements sont d'une solidité indiscutable ; même élevé il assurerait mal le crédit de la banque, si celle-ci se livrait à des opérations hasardeuses.

L'affectation des capitaux et surtout des capitaux exigibles, tel est donc le point essentiel.

Les placements doivent réunir deux conditions : la solidité, la durée limitée.

Aucun placement ne réunit au même degré ces conditions que les bons effets de commerce représentant des opérations faites.

Le crédit accordé par le vendeur est une présomption de la solvabilité de l'acheteur ; le nombre des signatures que le papier reçoit, leur solidarité, l'échéance fixe et rapprochée, la probabilité que le mouvement des affaires donne du payement à l'échéance, les conséquences du défaut de payement pour les souscripteurs, tout concourt à assurer à ces valeurs la préférence sur toutes les autres.

Ce placement doit être et a été pour la Banque nationale le fond de ses affaires ; moins qu'aucune autre banque, elle s'en est écartée ; on pourrait presque dire que c'est un de ses caractères distinctifs.

Plus l'expérience se développe en matière de banque, plus les idées se forment sur la prééminence de ce mode de placement.

On a cru parfois que la mobilité des placements est inconciliable avec leur solidité ; et l'on a été conduit à vouloir qu'une banque eût un capital plus ou moins immobilisé qui fut la garantie de ses opérations à court terme.

C'est ainsi qu'on avait lors de la création de certains établissements, imposé l'acquisition d'immeubles considérables ; certes, rien n'est plus sûr que la propriété foncière, mais aussi rien n'est moins facilement réalisable ; un pareil placement peut avoir ses avantages en cas de faillite, mais ce qu'il faut éviter, c'est la faillite ; or c'est rendre plus grandes les difficultés des payements que de placer en valeurs qui ne peuvent procurer immédiatement le moyen de payer.

Des nécessités gouvernementales ont souvent imposé aux banques de se charger outre mesure de fonds d'État ; on a cherché parfois, pour justifier ces faits, à démontrer la supériorité de ce placement.

Des idées juridiques se sont étrangement mêlées aux idées financières pour conduire à ce résultat. On conçoit qu'en droit on doive considérer l'État comme d'une solvabilité indiscutable : une loi n'admettra jamais une idée contraire ; mais chaque jour montre que cette absolue confiance légale n'existe pas, et le cours de la bourse des différents pays indique la proportion dans laquelle elle se réalise. Souvent le bon papier de commerce se négocie au pair, quand les fonds même d'État subissent une forte baisse. Les fonds d'État ne présentent donc pas de solidité exceptionnelle et ils offrent surtout moins de facilité de réalisation : la négociation sans une forte perte est presque toujours impossible, quand elle devient nécessaire.

Les placements en fonds publics peuvent dans certains cas avoir des avantages pour la partie non exigible des ressources de la Banque ; ils permettent dans une certaine mesure d'avoir une réserve à remettre au commerce quand le crédit se resserre, mais il n'en est pas moins étonnant que le système, qui fait, de la possession des fonds d'État pour le montant du capital, une espèce de dogme financier, trouve encore des défenseurs (1).

C'est bien moins par suite d'une appréciation raisonnée que comme conséquence d'anciennes nécessités de gouvernement, que les Banques de France et d'Angleterre ont leur capital placé en fonds publics. La possession d'une trop grande quantité de ces valeurs a été pour beaucoup de banques la source de graves difficultés, qui jamais ne sont résultées des opérations d'escompte.

L'engagement des capitaux dans les affaires industrielles est un autre écueil des banques d'émission, où deux fois, en moins de vingt ans, se sont heurtés les deux établissements financiers qui avaient, avant la fondation de la Banque nationale, le principal rôle dans notre circulation fiduciaire.

Il est important de se prémunir contre ce danger. L'immobilisation industrielle des capitaux peut revêtir diverses formes : le prêt sur actions et sur obligations, les emprunts directs et déguisés, les renouvellements d'effets. Au fond, il y a dans tous ces cas une immobilisation de capital qui ne doit pas être permise avec les fonds d'une banque d'émission.

La loi de 1850 a sagement restreint les opérations de la Banque. La lecture de son texte suffit pour voir qu'elle lui a tracé la voie la plus sûre (1).

(1) Voyez la déposition d'ailleurs très-importante de M. De Waru dans l'enquête française de 1865.

(1) ART. 8. Les opérations de la banque consisteront :

1° A escompter ou acheter des lettres de change et autres effets ayant pour objet des opérations de commerce, et des bons du Trésor, dans les limites à déterminer par les statuts ;

2° A faire le commerce des matières d'or et d'argent ;

3° A faire des avances de fonds sur des lingots ou des monnaies d'or et d'argent ;

4° A se charger du recouvrement d'effets qui lui seront remis par des particuliers ou par des établissements ;

5° A recevoir des sommes en compte courant et, en dépôt, des titres, des métaux précieux et des monnaies d'or et d'argent ;

6° Enfin à faire des avances en compte courant ou à court terme, sur dépôt d'effets publics nationaux ou d'autres valeurs garanties par l'État, dans les limites et aux conditions à fixer périodiquement par l'administration de la banque conjointement avec le conseil des censeurs, sous l'approbation du Ministre des Finances.

ART. 9. Il est formellement interdit à la banque de se livrer à d'autres opérations que celles qui sont déterminées par l'art. 8.

Elle ne peut emprunter ; elle ne peut faire des prêts, soit sur hypothèque, soit sur dépôt d'actions industrielles.

Elle ne peut prêter sur ses propres actions, ni les racheter.

Elle ne peut prendre aucune part, soit directe soit indirecte, dans des entreprises industrielles, où se livrer à aucun genre de commerce autre que celui dont il est fait mention au § 2 de l'article précédent.

Elle ne peut acquérir d'autres propriétés immobilières que celles qui sont strictement nécessaires au service de l'établissement.

ART. 16. La banque peut être autorisée par le Gouvernement à acquérir des fonds publics,

Elle a, sauf en un point, parfaitement déterminé l'intervention de la Banque dans les emprunts publics.

Elle a prohibé l'achat de fonds publics avec les capitaux exigibles ; la mise sociale peut y être consacrée ; mais à cet égard une autorisation spéciale du Gouvernement est nécessaire. Cet emploi, loin d'être obligatoire, reste au rang des exceptions. La Banque, dans les limites de son capital, peut donc aider le Gouvernement à placer un emprunt, à écouler des bons du Trésor ; n'étant pas astreinte à avoir son capital représenté par ces valeurs, elle peut s'en défaire successivement, et elle se retrouve, après un certain temps, en situation de recommencer une nouvelle opération où elle pourra encore, sans danger pour ses affaires, donner un nouveau concours à l'État.

L'affectation obligatoire de la réserve en fonds publics est la seule concession qui ait été faite aux anciennes idées sur ce sujet ; le projet, comme nous le verrons, propose de modifier cette disposition.

Les avances sur fonds de l'État pourraient être critiquées en théorie : en fait, elles ont été peu importantes.

Il faut que l'on se pénétre bien de la nécessité d'être sévère dans le placement des capitaux d'une banque d'émission. Souvent sans doute des plaintes doivent s'élever : ceux qui désirent des capitaux se rendent difficilement compte des causes qui les leur font refuser ; mais le relâchement à cet égard aurait de funestes conséquences. Augmenter le cadre des opérations de la Banque, c'est d'abord rendre plus onéreuses les conditions de ses opérations actuelles ; tolérer des immobilisations déguisées, c'est, pour les moments où le crédit se resserre, la placer dans la nécessité de retirer ce qu'elle a accordé au grand péril de ceux qui ont joui de ces avances momentanées. Si la Banque n'écoutait que l'intérêt immédiat de ses bénéfices, elle admettrait le plus grand nombre de valeurs possibles, parce que, en élargissant le cercle des demandes, elle hausse le taux de ses placements : c'est l'intérêt plus éloigné de la sûreté de sa circulation qui l'engage seul à repousser certaines valeurs, mais cet intérêt, qu'on ne l'oublie pas, est autant celui du commerce tout entier que le sien propre.

Les capitaux dont dispose la Banque nationale ne peuvent être placés que d'une manière sûre et à court terme ; mais ils ne doivent pas être tous placés ; il faut que la Banque ait toujours une somme suffisante en numéraire pour faire face immédiatement aux remboursements de ses billets et de ses dépôts.

D'après quel principe faut-il établir la somme de numéraire qui doit être ainsi disponible ?

En Angleterre, on a fait deux parts dans la circulation fiduciaire ; on a séparé la circulation qui a été considérée comme nécessaire de la circulation qui a semblé incertaine. Le chiffre qui a paru le *minimum* de la circulation constitue la

sans qu'elle puisse en posséder pour une somme dépassant le montant versé du capital social.

Aucune acquisition ne pourra être faite qu'en vertu de l'autorisation donnée par le Ministre des Finances, sur la demande de l'administration approuvée par le conseil des censeurs.

La réserve sera employée en fonds publics.

limite ; il a d'abord été fixé pour la Banque d'Angleterre à 14 millions de livres sterlings et augmenté un peu depuis par la suppression d'autres établissements. Jusqu'à cette somme, la Banque n'a aucune obligation d'avoir les billets émis, représentés par une quotité quelconque de numéraire : au delà, la somme totale des billets doit se trouver en or dans les caisses de la Banque. -

Ce système paraît évidemment vicieux, si on le juge théoriquement ; en n'exigeant pas de réserve métallique, d'un côté, en l'exigeant égale à la somme de l'émission, de l'autre, il est également excessif. Il est certain qu'un stock de numéraire est nécessaire pour une émission quelque faible qu'elle soit, il est certain aussi, qu'il ne doit pas être égal aux billets émis ; la raison indique même, d'accord en cela avec l'expérience, que la proportion de la réserve métallique peut diminuer en raison de l'accroissement de l'émission. Cette manière de fixer le numéraire à conserver a un autre défaut : elle ne tient pas compte de tous les engagements à vue de la Banque ; à la Banque d'Angleterre, le chiffre des comptes courants n'est guère inférieur à celui de l'émission ; il ne peut donc être négligé.

On aurait tort cependant de condamner introduit par l'acte de 1844. C'est un point qui ne peut être assez remarqué par ceux qui sont appelés à faire des lois, que leurs bons résultats dépendent moins de la perfection des principes abstraits qu'on y inscrit que de la saine appréciation des faits qui sont à régir ; il n'est généralement que d'une fort médiocre difficulté de créer un système d'une rigide logique, si l'on ne s'inquiète pas des faits contre lesquels il ira se heurter et peut-être échouer ; c'est toujours, au contraire, une tâche ardue de former un ensemble de dispositions qui en se pliant à une situation donnée, constitue une réforme que l'avenir doit développer.

Ce régime de tempérament pratique, qui a assuré tant de précieuses conquêtes à l'Angleterre, pendant qu'ailleurs la poursuite de l'absolu conduisait à des mécomptes, a eu dans notre matière d'excellents résultats. L'acte de 1844 s'est avant tout fondé sur ce qui existait ; il a, illogiquement sans doute, toléré une certaine émission sans réserve métallique ; illogiquement aussi, il a prescrit une réserve excessive pour l'extension future de l'émission. Mais en agissant ainsi, il préparait, sans toucher à l'état de faits existants, une réforme qui, même pour ces faits, devait se réaliser, précisément par la disposition excessive édictée sur les émissions ultérieures. Ainsi la circulation, atteignant aujourd'hui environ 610 millions, oblige à un encaisse d'environ 250 millions, chiffre excessif sans doute pour la circulation seule, mais qui est loin de dépasser ce que réclament les 460 millions de comptes particuliers et les 330 millions du Trésor que doit la Banque ; aussi l'encaisse effectif est-il presque toujours de beaucoup supérieur au chiffre légal.

En créant dans notre pays, en 1850, une institution nouvelle, on pouvait tracer des règles plus rationnelles ; mais devaient-elles être inscrites dans la loi ? On ne l'a pas pensé. La raison indique sans doute qu'une quotité des engagements à vue doit se trouver en valeurs métalliques dans les caisses de la banque, mais il est impossible d'affirmer avec précision quelle doit être cette quotité. La loi a laissé ce point aux statuts de la Banque qui l'ont fixée au tiers, avec faculté pour le Gouvernement de la réduire au quart.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu d'innover à cet égard. Jusqu'ici l'encaisse a été généralement maintenu au tiers.

Ici, comme en ce qui concerne les placements, il faut être d'une grande prudence. L'avantage de lancer quelques millions de plus dans la circulation serait bien vite anéanti, si, par une diminution de l'encaisse, on amoindrait la circulation fiduciaire. Cet encaisse doit être assez élevé, non-seulement pour suffire à toutes les éventualités de demandes de remboursement, mais encore pour qu'il soit constant qu'il y suffira : la confiance, qui est la base de toutes les opérations de la banque, est à ce prix.

Sortons maintenant de ces données théoriques, et voyons comment la Banque a répondu à ce qu'on pouvait en attendre sous différents rapports.

1° *Service financier de l'État.* Avant l'institution de la Banque nationale, le service du Trésor était fait par la Société Générale pour favoriser l'industrie nationale.

Il lui était alloué $\frac{1}{3}$ p. % sur les recettes ordinaires ; $\frac{1}{8}$ p. % sur les bons de Trésor ; $\frac{1}{10}$ p. % sur les emprunts, et, en outre, on lui remboursait certaines dépenses.

Ce service coûtait annuellement à l'État 270,000 francs, en moyenne.

Si la Société Générale était obligée d'avoir une agence dans chacun des vingt-sept arrondissements judiciaires du pays, l'État n'avait de représentant que dans les chefs-lieux de province. Il en résultait les plus graves inconvénients dans les recettes et dans les paiements. Les versements ne pouvaient être immédiatement vérifiés par la comptabilité centrale, ce qui rendait presque impossible le contrôle de la cour des comptes ; les paiements ne pouvaient être effectués que sur des assignations des directeurs du Trésor, ce qui obligeait tous les créanciers de l'État à s'adresser d'abord à eux au chef-lieu de province.

Aussi, malgré une dépense assez forte, le service laissait beaucoup à désirer.

Le service de caissier de l'État est aujourd'hui fait gratuitement par la Banque nationale.

Des agents du Trésor ont été institués dans chaque chef-lieu d'arrondissement à côté des agences de la Banque nationale ; la dépense qui en est résultée est jusqu'à 173,000 francs supportée par la Banque.

Non-seulement le service ancien, amélioré par la juxtaposition des agences du Trésor aux agences de la Banque, est devenu gratuit, mais il a été considérablement étendu.

De nouvelles agences de la Banque ont été créées ; elles sont aujourd'hui au nombre de trente-neuf ; ce nombre sera prochainement augmenté, l'exposé des motifs le déclare et la section centrale en prend acte.

De nouvelles attributions et des plus importantes ont été ajoutées à celles qui primitivement constituaient le service de caissier de l'État.

Il n'est pas sans utilité de les indiquer.

La Banque nationale est ainsi chargée :

a. De la conservation et du service des fonds publics, de la trésorerie et de la caisse des dépôts et consignations ;

b. De la réception des titres de la dette publique destinés à être convertis en

nscriptions nominatives et de la restitution des titres provenant des transferts au porteur ;

c. De la conservation et des opérations du portefeuille de la caisse d'épargne et du service de cette caisse dans tout le pays ;

d. Du service de la Société du crédit communal, ce qui comprend le paiement des coupons de ses emprunts dont le nombre s'élève à environ 250,000.

On a donc obtenu une organisation des opérations financières de l'État qui, tout en répondant à tous les besoins du service, l'a déchargé de la responsabilité de la conservation et du maniement de fonds et de titres d'une valeur très-considérable (1), et les institutions qui ont été fondées par l'État dans un but d'intérêt général, ont obtenu le même avantage que l'État lui-même.

Si l'on tient compte de la dépense de 270,000 francs faite avant 1850, de la somme de 175,000 francs qu'elle paye pour les agences, et des nouveaux offices confiés à la banque, on acquiert la conviction que l'ensemble des services représente une valeur annuelle de plus d'un demi-million.

2° *Emploi des fonds du Trésor.* L'encaisse de l'État confié à la Banque est entré, comme les autres capitaux dont elle dispose dans le courant de ses affaires. S'il a été ainsi une source de bénéfices pour la Banque, il n'a pas été sans avantages pour le public. Les fonds ont reçu une destination utile qu'ils conserveront, mais le projet attribue à l'État, comme nous le verrons, une grande partie des bénéfices qui en proviennent.

3° *Circulation fiduciaire.* On peut dire qu'à cet égard toutes les prévisions ont été dépassées.

Quand on relit les documents et les discussions qui ont précédé la création de la Banque nationale, on voit que l'on se supposait guère que l'émission pût approcher du chiffre où elle s'élève aujourd'hui. Un temps très-long devait s'écouler, d'après l'exposé des motifs, avant que l'émission des billets de banque atteignit en Belgique le chiffre de 75,000,000 de francs. Se fondant sur ce que l'émission à cours forcé ne s'était guère élevée qu'à 54,000,000 de francs, il supposait, comme étant vraisemblablement une limite extrême, que l'on pourrait maintenir en circulation des billets convertibles pour une somme égale ou un peu supérieure. Le rapport de la section centrale basait ses prévisions sur un chiffre de 45,000,000 de francs, et ce chiffre semble avoir été généralement dans la pensée des membres qui ont pris part à la discussion.

Dès la seconde année, ce chiffre était dépassé, et, dès la troisième, il avait franchi la ligne qu'il ne semblait possible d'atteindre que dans un avenir éloigné ; depuis lors la progression, bien que s'étant rallentie entre 1858 et 1866, ne s'est guère arrêtée ; elle a repris une marche énergiquement ascendante en 1867 ; depuis 1867, le chiffre a doublé ; de 122 millions, il s'est élevé à 243 millions, chiffre de la dernière situation.

Il n'est pas sans intérêt de comparer le développement de l'émission des billets

(1) Les fonds publics déposés pour compte du Trésor s'élèvent à environ 150 millions de francs.

de la Banque nationale avec l'émission des grandes institutions des pays voisins : la Banque de France, la Banque d'Angleterre et la Banque des Pays-Bas.

Le tableau suivant indique en millions de francs le chiffre de l'émission, pour chacun de ces établissements ⁽¹⁾, pendant les vingt et une dernières années :

Années.	Banque nationale de Belgique.	Banque de France.	Banque d'Angleterre.	Banque d'Amsterdam.
1851	50	536	489	»
1852	69	599	591	157
1853	83	659	591	171
1854	97	632	514	189
1855	98	649	516	188
1856	98	621	513	168
1857	106	607	499	153
1858	119	690	530	171
1859	113	702	553	187
1860	117	748	533	215
1861	117	766	523	213
1862	122	792	534	212
1863	116	820	544	223
1864	112	754	530	220
1865	125	834	556	230
1866	124	936	602	235
1867	137	1,115	619	238
1868	171	1,221	612	297
1869	199	1,394	598	266
1870	202	1,745	618	313
1871	217	1,907	652	361
Total.	2,589	18,727	11,717	4,238
Moyenne.	123	891	557	221

Si l'on veut traduire en chiffres simples et seulement approximatifs la différence entre les termes extrêmes de ces progressions, et constater ainsi l'accroissement de l'émission en vingt ans pour chacun de ces quatre établissements, on trouve que cet accroissement a été

Pour la Banque nationale, de	10 à 43
Pour la Banque de France ⁽²⁾ , de	10 à 32
Pour la Banque d'Angleterre, de	10 à 13
Pour la Banque des Pays-Bas, de.	10 à 13

(1) Les chiffres correspondent, pour la Banque d'Angleterre et la Banque de France, au commencement d'octobre, pour la Banque nationale et la Banque des Pays-Bas, à la fin de décembre.

(2) Nous n'avons pu prendre pour la Banque de France les chiffres des deux dernières années ils se sont élevés sous l'empire du cours forcé. La proportion de 10 à 32 suppose que le chiffre de la dernière année serait de 1,700 millions, c'est-à-dire que l'accroissement eût été, sans le cours forcé, de 150 millions par an depuis 1869.

Le développement de la circulation fiduciaire s'est donc opéré dans notre pays avec une puissance plus grande que dans les pays voisins.

Mais on peut constater cependant qu'elle n'est pas arrivée à son terme. Si le progrès est moins rapide en Hollande, il faut reconnaître que c'est en grande partie parce que ce pays en avait antérieurement réalisé de plus considérables; son point de départ était beaucoup plus élevé et le chiffre de 360 millions auquel s'y élève l'émission des billets, prouve que chez nous elle est susceptible encore d'une augmentation considérable. On est confirmé dans cette appréciation lorsqu'on parcourt le tableau que la Banque nationale publie chaque année, et qui indique la proportion qui existe entre les espèces et les billets dans les paiements et les recettes de ses différentes agences. On constate que cette proportion est très-variée; tandis que dans quelques centres d'affaires les billets entrent pour les neuf dixièmes dans les mouvements de caisse, ils laissent encore dans quelques localités la supériorité aux espèces (1).

(1) Une section a demandé que le rapport contienne l'indication de la circulation fiduciaire en Prusse.

Nous reproduisons, d'après l'Annuaire de statistique de M. Maurice Bloch, le résumé de la situation de l'Allemagne du Nord à cet égard, au commencement de 1870.

- » Les trente-et-une banques privées de la Confédération comptaient en billets, au 21 janvier de cette année, une circulation de 796,906,000 francs.
- » Dont 553,552,000 francs appartenaient à la Banque de Prusse, et aux autres banques du Nord 263,374,000 francs.
- » Le réseau métallique représentait, à pareil jour la somme de 416,778,000 francs, soit 52,29 p. %.
- » Sur ce chiffre la part de la Prusse était de 295,748,750 francs, soit 55,07 p. %.
- » Les contingents des autres banques de 125,029,250 francs, soit 46,47 p. %.
- » Les billets en circulation dépourvus de garantie métallique représentent donc le chiffre de 580,128,800 francs, dont 259,585,750 francs portent l'empreinte de la Banque de Prusse et 140,544,750 francs sont afférents aux autres banques de la Confédération.
- » En somme la circulation fiduciaire comporte par tête de la population une moyenne d'un peu plus de fr. 26-25 pour l'ensemble des billets, et de fr. 12-68 pour les billets sans encaisse.
- » En ajoutant au chiffre de ces derniers le papier monnaie créé par les divers États (billets du Trésor), à raison de 152,447,800 francs, on arrive à la somme de 552,576,600 francs, représentative de la monnaie fiduciaire circulant sans garantie métallique dans l'Allemagne du nord, soit fr. 17-90 par tête.
- » En France le chiffre correspondant était, au 17 février dernier, de 194,961,460 francs, soit fr. 6-58 par tête.
- » Dans la Grande-Bretagne, la circulation fiduciaire non garantie du papier monnaie s'élevait, au commencement de décembre, à la somme de 585,507,500 francs, soit fr. 13-24 par tête. »

Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que l'indication du chiffre des billets qui circulent sans garantie métallique, n'a aucune valeur. Les réserves métalliques ne sont pas exclusivement affectées à la garantie des billets; elles assurent ainsi le remboursement des soldes créditeurs des comptes courants; il est évident que la part afférente aux billets dans cette réserve varie considérablement d'après le montant de ces soldes débiteurs.

Si on veut comparer la situation de la circulation fiduciaire des différents pays, il faut la prendre telle qu'elle est, sans déduction: c'est le seul renseignement ayant une utilité sérieuse,

Le tableau suivant l'indique en chiffres ronds, pour des époques rapprochées de celle à

Ce n'est qu'avec le temps que les systèmes fiduciaires se développent; le mécanisme qui a le plus tardé à prendre une grande extension dans notre pays est celui des transferts par voie de virement. Les dernières années ont signalé un progrès considérable dans le montant des comptes courants des particuliers qui en sont la base; le dernier compte rendu des opérations de la Banque permet d'apprécier l'importance des affaires dont ce système peut être l'instrument.

A la fin de l'année 1871, les soldes créditeurs des comptes courants des particuliers s'élevaient à 30 millions de francs.

Le mouvement des comptes courants pendant l'année, en en déduisant même le montant de l'escompte, qui à Bruxelles s'opère par compte courant, dépasse 8 milliards.

Par le système des accreditifs et des versements pour des personnes domiciliées dans d'autres localités, il a été payé 730 millions.

On comprend, en présence de ces chiffres, que les sommes versées en compte courant et laissées ainsi à la Banque rendent des services infiniment supérieurs à la circulation que si elles y agissaient matériellement.

4° *Placement des capitaux.* Ce qui distingue d'une manière marquée les opérations de la Banque nationale de celles des autres banques, c'est la prédominance presque exclusive de l'escompte.

Le tableau suivant indique en millions de francs le chiffre du portefeuille des quatre banques dont nous avons indiqué l'émission :

	Banque nationale.	Banque de France.	Banque d'Angleterre.	Banque des Pays-Bas.
1851	44	94	338	43
1852	55	214	279	44
1853	76	379	433	70
1854	83	253	377	52
1855	74	522	482	73
1856	87	532	526	80
1857	95	607	560	66
1858	119	403	370	42
1859	125	473	497	51

laquelle se reportent les renseignements que nous venons de transcrire la circulation proportionnelle à la population dans notre pays et dans les pays voisins :

PAYS.	ÉPOQUE.	CIRCULATION.	POPULATION.	CIRCULATION par tête.	Observations.
Belgique.	31 décembre 1869	199	4 8	41 fr.	Dans ce chiffre la Banque d'Angleterre figure pour 100 millions, les Banques privées pour 70 et les Joint stock Banks pour 57.
France.	30 septembre 1869	1,294	39.0	35 —	
Angleterre	10 octobre 1868	727	20.0	36 —	
Écosse	—	115	3 0	38 —	
Irlande	—	162	5 8	28 —	
Pays-Bas	27 décembre 1869	266	3.6	74 —	
Confédération du Nord de l'Allemagne.	21 janvier 1870	949	30.0	31 —	Billets de banque et billets du Trésor réunis.

	Banque nationale	Banque de France.	Banque d'Angleterre.	Banque des Pays-Bas.
1860	148	523	489	57
1861	144	580	436	89
1862	159	526	493	96
1863	151	619	564	99
1864	122	620	548	100
1865	146	589	602	108
1866	145	594	569	113
1867	167	440	431	104
1868	203	444	408	100
1869	230	638	412	126
1870	209	1,428	431	139
1871	221	603	588	83
Total.	2,759	11,107	9,855	1,737
Moyenne.	151	529	469	83

On voit que la somme que la Banque nationale a consacrée à l'escompte a quadruplé depuis son origine.

Le rapprochement comparatif des moyennes de l'émission et du portefeuille des autres banques met en lumière la part prépondérante qu'elle a attribuée à l'escompte.

	Émission moyenne.	Portefeuille moyen.	Proportion.
Banque nationale.	123	131	10 à 10
Banque de France.	891	529	10 à 6
Banque d'Angleterre	557	469	10 à 8
Banque des Pays-Bas (1)	221	109	10 à 5

Ces résultats seraient bien plus frappants encore si on faisait entrer en ligne de compte la différence des comptes courants, qui ont proportionnellement été bien moindres en Belgique que dans les autres pays.

La moyenne de l'émission et la moyenne du portefeuille sont des chiffres fort peu différents ; la série des vingt et une années montre que le niveau entre ces deux éléments s'est assez régulièrement maintenu, avec cette tendance toutefois du portefeuille, qui était d'abord inférieur, à prendre le dessus. On arrive ainsi à formuler, avec la vérité approximative que comporte la matière, cette loi qu'en Belgique, à l'accroissement de l'émission correspond un accroissement au moins égal de l'escompte.

On peut, du reste, se rendre compte des résultats généraux des opérations de la Banque, de l'origine et de l'importance des valeurs qu'elle a reçues, comme de l'application et du montant des sommes qu'elle a livrées à la circulation, si l'on veut, par un procédé arbitraire, il est vrai, mais qui fixe bien les idées, affecter fictivement chaque catégorie de versements à une catégorie de placements.

(1) Il est juste de dire que la Banque des Pays-Bas consacre, en outre, une somme de 65 millions de francs environ à des avances, qui, pour la partie faite sur marchandises, rend sans doute des services analogues à ceux qui résultent de l'escompte.

La Banque dispose de son capital, du produit de l'émission et du montant des comptes courants ⁽¹⁾.

Elle a appliqué ces valeurs à constituer son encaisse, à l'escompte et à des opérations en fonds publics, plus à l'acquisition d'immeubles nécessaires à son installation.

Nous avons vu que la moyenne de l'émission, qui est de 124 millions, est à peu près du même import que la moyenne du portefeuille qui est de 129 millions.

La moyenne des comptes courants a été de 62 millions, la moyenne de l'encaisse de 64 millions.

(1) Voici par millions de francs le résumé comparatif des bilans de la banque de 1851 à 1871 :

ANNÉES.	ACTIF.			PASSIF.				
	Capital versé.	Circulation.	Comptes courts.	Portefeuille.	Encaisse métallique.	Fonds publics de la Banque.	Prêts sur fonds publics.	Immeubles et mobilier.
1851	15 0	54.3	26 0	44.0	25.0	7.3	3.6	0 0
1852	15.0	76.5	34.2	53 3	39.2	14.6	6 3	0.7
1853	15.0	83.2	37 5	76.0	46 0	8.7	5.8	0.7
1854	15 0	97.4	46 8	88 9	55.7	8.6	6.1	0 6
1855	17.2	95.6	42 7	78.5	59 1	8 1	5.9	0 6
1856	18.7	98 5	39.0	88 1	48.9	5.4	7.8	0.6
1857	21.2	106.0	35 0	96 1	51.3	4.4	7.7	0.6
1858	23.7	119 0	53 0	119 3	64.6	3.3	5.7	0 6
1859	25.0	103.5	54 2	123 8	57.4	2.8	4.9	1.0
1860	25.0	118.0	81.8	148.0	63 0	3.3	4.7	1.1
1861	25 0	117.9	79 3	144 0	69.0	2 2	4.2	1.1
1862	25 0	122.5	67 9	139.4	68.3	0 5	3.8	1.4
1863	25.0	116.7	42 9	131.2	45.0	0 3	3.7	1 7
1864	25.0	112.6	44.2	122.1	51.4	»	4 1	2 2
1865	25.0	125.1	64 1	146 7	55 1	»	4.0	2.6
1866	25.0	124 4	55 8	137 5	55.5	»	4.6	2.7
1867	25.0	137 6	94 3	159 2	79.9	6.5	3.7	3 0
1868	25.0	171 8	113 3	194.3	90.9	13.2	3.0	3.1
1869	25.0	199.2	102.1	218.1	90.1	4.9	2.9	2.9
1870	25.0	202.5	81.3	196.2	95.6	2 6	3.8	2.8
1871	25.0	228 7	106 1	214 3	123 3	0 8	4.0	3.4
Totaux.	465 8	2,611.0	1,301.5	2,719 0	1,344 3	97.5	105.0	34 0
Moyenne.	22 1	124.3	61 9	129 4	64 0	198.0		1 6
						9 4		

La moyenne du capital a été de 22 millions, la moyenne des opérations en fonds publics (achats et avances), et des applications en immeubles a été de 11 millions. Le surplus du capital a servi à combler les différences en plus du portefeuille et de l'encaisse sur l'émission et les comptes courants. Il reste un écart entre l'actif et le passif qui provient de ce que nous procédons par chiffres ronds, et que nous négligeons quelques points secondaires du passif, comme l'avoir des actionnaires en bénéfices acquis (1).

Essayons, par cet aperçu, d'établir le chiffre des valeurs nouvelles que la banque a mises à la disposition du commerce.

Nous avons déjà dit que l'affectation du capital aux opérations de la Banque ne peut entrer en ligne de compte, comme véritable apport de valeurs dans le mouvement des affaires.

Nous n'avons donc pas plus à nous occuper des quelques millions du capital qui ont servi à l'escompte que de ceux qui ont été consacrés aux opérations sur fonds public. Il y a eu retirement de capitaux existants pour les affecter à certaines affaires, rien de plus.

Mais les 124 millions de l'émission sont dans une autre catégorie ; les billets ont été créés, ils ont tenu lieu de monnaie dans la circulation, et ils ont pu servir à escompter 124 millions annuellement.

Quel est le sacrifice qu'a imposé cette circulation ? En déduisant ce sacrifice du chiffre de l'émission, on aura le résultat vraiment producteur de l'organisation du crédit.

Ce sacrifice consiste dans l'encaisse qui a dû être maintenu.

Or, cet encaisse a, dans notre hypothèse, été produit par les versements en compte courant.

Cet encaisse constitue-t-il tout entier une stérile immobilisation de valeurs ?

Il est très-loin d'en être ainsi.

D'abord, il faut déduire les versements des particuliers. En effet, si ces versements ont été faits, c'est parce que les particuliers avaient plus d'intérêt à avoir leurs capitaux en compte courant qu'à les conserver ; à leur égard, la Banque nationale a fonctionné comme banque de dépôt. Nous avons vu quels services les capitaux placés en compte courant rendent aux déposants, quelle somme énorme de paiements ils permettent. On serait bien au-dessous de la vérité en considérant les dépôts comme n'étant pour le développement des affaires que l'équivalent des sommes qu'ils ont enlevé à la circulation métallique.

L'encaisse provenant des dépôts des particuliers, loin d'être stérilisé, a donc acquis une valeur nouvelle.

En est-il de même pour le solde du compte du Trésor ?

Ici une distinction est à faire.

Une partie de ces fonds doit être toujours disponible pour satisfaire aux besoins de l'administration. En restant en caisse, cette partie reçoit sa destination

(1) La réserve est naturellement restée en dehors, puisque cette réserve se balance nécessairement par une somme égale en fonds publics.

nécessaire : la perte résulte, non de ce qu'elle forme l'encaisse de la banque, mais de ce qu'elle ne peut recevoir d'application, parce qu'elle est engagée.

Cette partie de l'encaisse ne peut donc non plus être portée au débit de l'émission fiduciaire.

Reste la partie des fonds du Trésor qui, n'ayant pas d'emploi immédiat, pourrait être engagée à court terme. Il est clair qu'en tenant les fonds en numéraire on perd le revenu qu'ils pourraient procurer si on les appliquait.

La privation du bénéfice de ces fonds est le seul sacrifice sérieux qu'ait imposé la circulation fiduciaire. Mais remarquons-le bien, il n'y a eu renonciation qu'à des bénéfices possibles, éventuels, qui auraient seulement pu résulter d'opérations de placement auquel l'État ne s'était jamais livré.

Le montant de la somme demeurée ainsi stérile, comme elle l'avait toujours été, comme elle l'est dans presque tous les pays, serait donc, avec deux ou trois millions peut-être du capital qui ont complété l'encaisse et que nous avons négligés, à déduire du chiffre de l'émission des billets pour apprécier l'importance des valeurs qu'elle a procurées au commerce et à l'industrie.

En portant cette partie de l'encaisse à vingt-quatre millions, comme moyenne des vingt et une années écoulées, on est au-dessus de la vérité : il resterait une somme de cent millions, en moyenne, comme véritable produit de la circulation fiduciaire pendant cette période.

Si on appliquait ces calculs à la situation actuelle, on trouverait un résultat presque double.

Par une innovation que nous examinerons plus loin, l'État va faire emploi à son profit d'une portion de son encaisse ; l'élévation des comptes courants des particuliers ne compensera que partiellement ce retrait de valeurs, mais l'accroissement de la circulation fiduciaire, non-seulement fournira largement l'augmentation d'encaisse qu'il nécessitera, mais permettra de disposer d'un excédant considérable de nouvelles ressources.

Taux de l'escompte. — Les restrictions imposées aux opérations de la Banque font naturellement consacrer des sommes plus considérables à l'escompte, et, par une conséquence nécessaire, en font abaisser le taux.

La comparaison du taux d'escompte des institutions analogues à la Banque nationale établissent qu'elle a, pendant les vingt et une dernières années, eu une moyenne de taux d'escompte inférieure à celle des autres banques.

TAUX D'ESCOMPTE.	BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.			BANQUE DE FRANCE.			BANQUE D'ANGLETERRE.			BANQUE D'AMSTERDAM.		
	PÉRIODE DE 1851 A 1871.			PÉRIODE DE 1851 A 1871.			PÉRIODE DE 1851 A 1871.			PÉRIODE DE 1851 A 1871.		
	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
2 p. %	»	»	»	»	»	»	2	5	26	»	»	»
2 $\frac{1}{2}$ »	»	»	»	»	»	»	»	»	28	»	»	»
2 $\frac{3}{4}$ »	2	7	19	3	1	15	3	»	23	1	2	20
3 »	9	10	9	3	3	18	4	5	21	5	7	6
3 $\frac{1}{2}$ »	1	3	11	2	8	28	»	9	17	3	3	4
4 »	4	9	9	4	»	24	2	1	12	2	9	22
4 $\frac{1}{2}$ »	»	1	21	»	4	24	1	»	4	»	9	6
5 »	»	9	7	3	»	24	2	1	3	1	5	13
5 $\frac{1}{2}$ »	»	3	27	»	3	27	»	6	21	»	6	15
6 »	1	2	17	3	»	13	2	1	1	»	6	29
6 $\frac{1}{2}$ »	»	»	»	»	»	7	»	2	29	»	4	13
7 »	»	»	»	»	8	1	»	3	»	»	4	13
7 $\frac{1}{2}$ »	»	»	»	»	»	20	»	»	»	»	»	»
8 »	»	»	»	»	1	15	»	7	13	»	»	»
9 »	»	»	»	»	»	9	»	2	22	»	»	»
10 »	»	»	»	»	»	15	»	4	20	»	»	»
	21	»	»	21	»	»	21	»	»	17	»	»
Moyennes . . .	3.49			4.17			4.09			3.81		

Une observation importante complète ce résultat.

Le système des comptoirs qui escomptent pour la Banque nationale, en se constituant du croire, moyennant un tantième de l'escompte, n'est pas admis par les autres grandes banques ; or, il y a là un avantage considérable pour le commerce.

La réduction de ce chef de l'escompte touché par la Banque s'élève à un quart sur les effets remis par les comptoirs, et ces effets forment, en prenant la proportion de l'année dernière, plus de 55 p. % de l'escompte total. La réduction est ainsi d'environ 16 p. % sur le taux de l'escompte ci-dessus indiqué comme moyenne générale, et ce taux descend par suite au-dessous de 3 p. %.

Tel est à grands traits l'ensemble de la situation dont la Banque nationale a été le pivot ; on comprend, en la constatant, la prudence avec laquelle il faut toucher à son organisation.

Le système dont cette institution est l'expression, a été depuis 1850 soumis à un examen approfondi et a reçu une consécration de la plus haute autorité.

Les Pays-Bas ont eu en 1864 à reconstituer la Banque d'Amsterdam ; le projet de loi qui fut présenté à la Législature, fut rédigé, comme on le déclara à plusieurs reprises, sur le modèle de notre loi de 1850. M. Betz, Ministre des Finances, n'hésita pas à dire que les bases de cette loi lui avaient paru préférables à ce qui existe dans d'autres pays. « Si l'on voulait, disait-il dans sa réponse aux » sections, absolument qualifier d'un nom étranger le système adopté par le » Gouvernement, on serait près de la vérité en disant que, tandis que les » systèmes français, écossais et américains ont été tous écartés, le système » belge, au contraire, a été choisi. » Le projet fut adopté sans modification essentielle.

Peu de pays ont su, au même degré que les Pays-Bas, apporter dans les affaires publiques, la saine appréciation des choses, l'esprit de liberté, l'intelligence des nécessités gouvernementales, la connaissance des lois économiques ; comme en bien d'autres branches de la science du gouvernement, ils ont, dans la pratique des saines notions financières, sans bruit, mais non sans profit, devancé de grands États ; c'est une raison de ne pas nous écarter de la voie que nous suivons, que de les y voir avec nous.

II. — DES SYSTÈMES CONTRAIRES A L'ORGANISATION ACTUELLE DE LA BANQUE.

On peut ranger en deux classes les différents systèmes qui ont été indiqués comme devant améliorer la situation de notre crédit.

Les uns ont pour but d'arriver à la création de nouvelles banques d'émission.

Les autres ont pour but de faire arriver par l'appât d'un intérêt de nouveaux capitaux dans les caisses de la Banque.

§ 1 — De la création de nouvelles banques d'émission.

En fait, nous avons en Belgique l'unité de banque d'émission.

En droit, la liberté de créer des banques d'émission existe pour les particuliers, pour les sociétés en nom collectif et pour les sociétés en commandite simple ; elle n'existe pas pour les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions ⁽¹⁾.

On pourrait discuter longuement sur le point de savoir si ce régime constitue un régime de restriction ou un régime de liberté : la solution de ce point dépend d'une question de droit fort délicate, que nous nous bornerons à indiquer.

Cette question consiste à savoir si la société par actions est une société de droit commun que les particuliers peuvent ériger sans une concession formelle de la loi.

Si la solution de cette question est négative, il est clair qu'en n'autorisant pas les banques d'émission par actions, la loi ne prend rien à la liberté, elle se

(1) On oppose souvent le régime des banques d'Écosse au système en vigueur chez nous ; on croit placer ainsi la liberté en face du monopole. Il n'est pas sans importance de faire remarquer que dans les banques d'Écosse tous les associés sont solidairement tenus, et que rien n'empêche de constituer en Belgique des banques d'émission dans ces conditions.

borne, ce qui est bien différent, à ne pas concéder pour ce cas la faculté qu'elle accorde pour les affaires commerciales ordinaires.

La solution ne souffre aucun doute pour les sociétés anonymes : elles constituent des personnalités juridiques, que la loi seule peut créer, et que par conséquent, sans toucher à la liberté, elle peut refuser de créer pour former des banques d'émission.

Le doute naît que pour les sociétés en commandite par actions ; nous inclinons à croire que le principe n'est pas différent, et qu'ainsi on peut considérer la disposition qui prohibe l'émission des billets par ces sociétés, non comme une restriction à la liberté naturelle, mais comme une restriction de la concession de former ces sociétés, concession que de soi ne comporte pas cette liberté (1).

Mais laissant cette abstraction juridique, examinons en fait les conséquences des diverses situations que l'on indique plus qu'on ne les précise.

On conçoit trois systèmes différents de celui qui existe chez nous :

- La pluralité des banques reconnues ;
- La faculté réglementée de créer des banques ;
- La liberté illimitée.

Constatons d'abord que ni l'un ni l'autre de ces systèmes n'aura pour conséquence d'augmenter la circulation fiduciaire, ni par conséquent de rendre disponibles des valeurs engagées dans la circulation monétaire.

La Banque nationale, son intérêt en est un sûr garant, doit porter son émission au plus haut chiffre possible ; elle n'a d'autre limite que l'échange qu'opère le public lorsqu'il a trop de billets ; elle doit tendre sans cesse à remplir le réservoir de la circulation, c'est le trop plein seul qui revient dans ses caisses ; or les nouveaux affluents que l'on créerait ne pourraient évidemment avoir pour effet d'augmenter ce réservoir ; il contiendrait sans doute des billets variés, au lieu de billets du même type, mais il n'en contiendrait pas davantage, et le résultat serait, sous le rapport de la quantité, complètement nul.

Il n'en serait autrement que si on pouvait admettre qu'il existe un défaut de confiance dans la solidité de la Banque nationale, et que de nouvelles banques viendraient présenter des sécurités supérieures. Or, à cet égard, aucun doute n'existe ; nul établissement n'offrirait des garanties plus complètes ; l'idéal serait, dans l'hypothèse de la fondation de nouvelles banques, que leur solidité fût égale à celle de la Banque nationale, et nous venons de voir que, même avec cette situation, le résultat serait nul pour la circulation fiduciaire.

Mais le grand danger serait que l'un des établissements offrît peu de sûreté ; il ne suffirait pas que l'établissement ébranlé fût étranger aux autres pour que ceux-ci ne ressentissent pas le contre-coup de ses embarras. Les faits, dans les matières de crédit, ont des conséquences morales qui dépassent leur portée matérielle. Les billets d'une banque en souffrance porteraient la plus grave atteinte à la circulation de toutes les autres banques. La raison indique ce résultat, l'expérience l'a toujours confirmé.

Ainsi la création de nouvelles banques ne peut avoir une influence favorable

(1) Voyez le rapport sur le titre *Des sociétés* du Code de commerce, fait, au nom de la commission spéciale, par l'auteur du présent rapport.

sur la circulation fiduciaire; si elles sont solidement organisées, leur effet sera nul; si elles ne le sont pas, il sera funeste.

Voyons maintenant quels sont les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter des trois systèmes que nous avons indiqués.

La pluralité limitée des banques a peu de défenseurs; elle prête le flanc à toutes les critiques que l'on a dirigées contre l'unité; elles constituent un monopole plus étendu, mais aussi exclusif. Si ce système se comprend dans quelque grand pays, ayant des villes importantes distantes les unes des autres, que d'anciennes habitudes ont fait considérer comme des centres d'affaires, il n'aurait, dans un petit pays comme le nôtre, d'autre avantage que de susciter une concurrence très-limitée.

Offrirait-elle des avantages, serait-elle sans dangers? Il est bien difficile de le croire; la concurrence n'est réellement efficace qu'à deux conditions: c'est qu'elle apporte des éléments nouveaux contre des éléments existants, c'est qu'elle se produise entre assez d'intérêts pour qu'elle ne s'évanouisse pas dans une entente ou qu'elle ne s'exagère pas dans une lutte passionnée. Or, ici ce fonds de la circulation fiduciaire qu'il s'agit d'exploiter serait divisé, mais non augmenté, et les deux ou trois banques que l'on instituerait concourraient sans doute leur action de manière à opérer comme une banque unique; leur rivalité serait, du reste, plus à redouter que leur coalition; celle-ci ne leur permettrait pas de résister aux lois du crédit qu'aucun monopole n'arrête; celle-là pourrait, le fait n'est pas sans exemple, provoquer des catastrophes par d'habiles machinations.

La pluralité de l'institution des banques ne satisfait aucun principe; elle augmente les difficultés de surveillance de l'État et multiplie les mauvaises chances sans aucune compensation.

La faculté d'établir des banques sous certaines conditions déterminées est plus séduisante, mais plus dangereuse.

Ce système est pratiqué aux États-Unis: introduit pour faire cesser les abus et les périls d'une situation non suffisamment garantie, il n'a pas réussi à prévenir de fréquents sinistres financiers.

Les conditions imposées aux banques pourront être dictées par la science la plus parfaite, appuyée par l'expérience la plus consommée, elles ne vaudront que par leur exécution. Or quelle sera la surveillance possible, sur des institutions nombreuses ne cherchant, quand leur intérêt le leur commandera, qu'à éluder les conditions de leur existence?

L'État ne partagera certes pas entre elles ses fonds; accueillera-t-il indifféremment leurs billets dans ses caisses?

L'affirmative est très-difficile à admettre. Comment s'engager sur l'adoption de règles abstraites à recevoir comme écus le papier d'une banque, malgré les imprudences et les mécomptes de ses opérations?

Et cependant s'il n'en est pas ainsi, si l'État n'accepte que les billets d'une de ces banques à laquelle il confiera son encaisse, on n'aura pas réalisé le but auquel on paraît vouloir arriver, de permettre l'institution de banques n'émanant que de l'initiative privée et opérant sur un pied d'égalité. Mieux vaudra alors que l'État se dégage de toute surveillance et aussi de toute responsabilité, pour les banques d'émission dont il refuse d'accepter les billets.

C'est l'idée qui est la base du troisième système que nous avons indiqué : le système de la liberté absolue d'établir des banques d'émission.

Si l'on repousse l'unité de circulation fiduciaire, si, par aversion pour le monopole, on veut du régime de la liberté, il ne faut ni s'arrêter à la pluralité limitée des banques, ni se perdre dans la réglementation ; il faut franchement accepter la libre institution des banques d'émission, sans leur tracer plus de règles qu'aux autres sociétés commerciales.

Toute difficulté sur le dépôt de l'encaisse du Trésor et sur l'acceptation des billets disparaît dans ce régime. Il est clair que l'État ne confiera pas ses fonds et n'acceptera pas les billets de ces banques sur lesquelles il n'aura aucun contrôle : il aura sa banque, dépositaire de son encaisse, émettant des billets qu'il recevra, il ne connaîtra pas les autres institutions.

Une garantie est nécessaire dans ce régime : c'est qu'il soit bien constaté que les billets librement émis ne sont pas reçus par l'État, c'est que par des ressemblances matérielles on ne puisse induire le public en erreur. Une mention formelle et apparente sur les billets mêmes, portant qu'ils ne sont pas reçus par l'État, des différences de formes ou de couleurs, devraient, pour éviter les fraudes, être imposées à ceux qui les émettent.

Il y aurait, par l'adoption d'un système semblable, satisfaction donnée aux partisans du régime de la liberté des banques qui se sont fait une idée juste de ce qui constitue ce régime.

En fait, il est presque certain qu'aucun changement ne se produirait dans notre pays par l'introduction de ce système. La Banque nationale resterait seule en possession de fournir la circulation fiduciaire ; la défiance de l'inconnu, la difficulté de se rendre compte de la valeur des titres que l'État n'accepterait pas, l'inconvénient de ne pouvoir les verser chez les receveurs du fisc, au chemin de fer, dans les agences du Trésor, les feraient repousser.

C'est ainsi une chose remarquable que le système qui consacrerait le régime de la liberté complète d'émission avec la seule mais très-légitime garantie d'éviter les confusions de titres, ne conduirait vraisemblablement à aucun résultat pratique différent de celui qui existe aujourd'hui, et qui, en fait, sinon en droit, est celui de l'unité d'émission.

Ce ne serait toutefois pas sans susciter, chez beaucoup de financiers, des craintes très-vives qu'on traduirait en loi, cette satisfaction théorique a des principes qui, dans presque toutes les matières, sont l'expression de la vérité. La gravité qu'auraient les déceptions de ceux qui, malgré les mesures prises, se laisseraient aller à accepter des billets sans garantie, expliquent les appréhensions aux yeux même de ceux qui ne les partagent pas.

Une considération dominant cette discussion par son étendue même, et sur laquelle les observations qui précèdent dispensaient la section centrale de se prononcer, a été développée dans son sein avec beaucoup de force.

L'unité de la circulation, a-t-on dit, est de soi un résultat d'une haute importance qu'il est du devoir du législateur d'assurer dans l'intérêt des populations. On ne conteste pas que la liberté d'appréciation et d'action dans les matières d'intérêt matériel ne soit un puissant moyen du développement de la richesse publique ; mais c'est à la condition qu'il s'agisse de choses qui par leur nature

même puissent et doivent être jugées par ceux qui les acceptent ; or, il en est que la facilité et la sûreté des transactions commandent de mettre en dehors et au-dessus de toute discussion. Si l'on s'en tenait à ce principe de non intervention absolue, l'État devrait s'abstenir de contrôler le titre et le poids des métaux précieux, supprimer la monnaie légale et laisser chacun s'assurer de la quantité d'or et d'argent qu'on lui présente ; il devrait cesser de se préoccuper du système des poids et mesures et s'abstenir de contrôler ceux qui sont employés dans les affaires. Personne ne prétendra qu'il doive en être ainsi, parce qu'on ne découvre aucun avantage compensant les inextricables complications qui naîtraient de cette révolution dans les usages de tous les peuples civilisés. Il y a donc des exceptions nécessaires à ce principe, et les exceptions s'étendent nécessairement à ce qui, par sa nature doit être accepté de tous, par ceux qui peuvent juger comme par ceux qui ne le peuvent pas, sans examen, sans hésitation, sans que même un doute puisse retarder la conclusion d'une opération. Il en est ainsi pour la circulation monétaire, il doit, par les mêmes motifs, en être ainsi pour la circulation fiduciaire ; le Gouvernement manquerait à son devoir s'il ne prenait pas les précautions nécessaires pour que les monnaies soient droites de titre et de poids ; il manquerait également à son devoir, s'il ne faisait pas que les billets qui remplacent le numéraire soient d'une indiscutable valeur. Il serait absurde de condamner les citoyens, et surtout les moins éclairés d'entre eux, à de perpétuelles opérations d'essayage ; il ne le serait pas moins de vouloir que des gens illettrés se rendissent compte de la solidité des banques ; il y a là une impossibilité que l'on est tenu de ne pas méconnaître, si l'on veut que la circulation fiduciaire pénètre partout. Or, à cet égard, c'est l'unité qui atteint le mieux le but ; elle donne, par un contrôle plus efficace, une sûreté plus absolue ; elle seule fait apparaître les billets comme une valeur qui ne souffre ni comparaison, ni discussion, mais qui est l'exacte représentation du système monétaire. C'est ainsi l'unité que le Gouvernement, qui veut remplir complètement son devoir, doit s'attacher à faire prévaloir.

§ 2. Des acceptations de capitaux à intérêts.

La Banque nationale accepte des dépôts d'argent, mais n'en paye aucun intérêt ; elle n'émet pas d'obligations portant intérêt ; elle ne réescompte pas d'effets de commerce.

Plusieurs pensent qu'elle devrait bonifier un intérêt aux sommes qui lui sont versées, et qu'ainsi elle accroîtrait notablement ses ressources.

Doit-elle le faire ?

On l'a souvent et instamment prétendu en préconisant diverses formes d'opérations.

Les formes n'ont ici aucune importance : elles laissent entière la question fondamentale qui est de savoir si la banque doit attirer des fonds dans ses caisses par l'appât d'un intérêt.

Écartons d'abord, pour dégager le fond, ce qui concerne les formes.

On conçoit trois modes distincts de recevoir des fonds à intérêts :

Le réescompte ;

L'émission d'obligations ;

Le compte courant.

Le réescompte est en pratique, le système le plus compliqué.

Si le réescompte était admis, il serait immédiatement remplacé par l'émission d'obligations à terme.

Il est clair que celui qui aura une somme pour laquelle il voudra réescompter des effets préférera à un ou plusieurs effets qu'il devrait aller encaisser, une promesse ou obligation de la banque de même valeur et à même échéance, et la Banque de son côté, préférera remettre ce titre que de laisser fouiller dans son portefeuille.

Au fond, on aura identiquement la même chose.

A tous égards donc, l'émission des obligations à terme est une forme supérieure au réescompte.

Mais les obligations à terme elles-mêmes ne peuvent-elles être avantageusement remplacées par des comptes courants portant intérêts. Évidemment les comptes courants présentent des facilités plus grandes pour le capitaliste qu'ils astreignent pas à de fréquents renouvellements ; ils se prêtent, comme le réescompte ou les promesses, à toutes les fluctuations du taux de l'intérêt : ils n'offrent pas plus de danger à la banque qui, par le préavis de retrait, peut, si elle le juge utile, se garer des demandes immédiates de remboursement, comme s'il y avait terme fixé dès le principe.

C'est donc aux comptes de dépôts portant intérêt que l'on aboutit, comme à la forme la plus parfaite, lorsque l'on cherche le moyen d'appeler les fonds du public dans les caisses d'une banque par l'attrait d'une rémunération ; c'est cette forme qui est adoptée par toutes les banques qui veulent escompter avec des fonds empruntés.

Faut-il que la Banque nationale ouvre des comptes courants portant intérêts, que le taux en soit fixe ou variable, que le retrait soit soumis ou non à préavis ? Telle est la question dans sa spécialité pratique.

Mais qu'on la ramène à ces termes, dans lesquels elle a souvent été discutée, ou qu'on la maintienne dans des termes plus généraux, comprenant à côté du compte courant les autres modes d'accorder des intérêts, elle se résoud par les mêmes considérations et reçoit la même solution négative.

Si l'on examine la cause qui fait verser des capitaux dans une banque, on trouve qu'elle est double.

Les capitaux peuvent être apportés pour servir à un mouvement d'affaires ; ils peuvent l'être pour y trouver un placement.

Si la Banque ne paye pas d'intérêts, les premiers seuls y entrent ; si elle alloue des intérêts, elle appellera les seconds.

Personne n'a jamais pensé à contester que la Banque nationale doive, comme tous les établissements du même genre, recevoir les capitaux qui sont destinés à servir au mouvement courant des opérations commerciales.

Il y a là un avantage qu'il faut saisir ; il n'y a pas de danger qu'on ne puisse prévenir.

L'avantage de ces dépôts est immense : par des transferts, des virements, des accreditifs, les fonds ainsi déposés servent à des payements très-nombreux se

réalisant de la manière la plus simple : la somme des opérations ainsi faites est infiniment supérieure à celles qui pourraient être réalisées par les sommes déposées ; les chiffres que nous avons donnés dans une autre partie de ce rapport le prouvent suffisamment. Il y a là un résultat identique à celui qui résulte de la création des billets. Ceux-ci remplacent la monnaie et sont à leur tour remplacés par de simples jeux d'écriture. La Banque nationale a dans son rôle de grand organisme de la circulation de se prêter à ces opérations ; elle le fait en réalisant au profit du pays l'économie de l'emploi des valeurs métalliques.

Le danger de ces dépôts est essentiellement limité et peut, par conséquent, être conjuré. On ne dépose pas en général des fonds sans attendre une rémunération. Les fonds ainsi déposés ne reçoivent pas de rémunération pécuniaire, mais ils reçoivent une rémunération en services rendus. On ne fait ces dépôts que parce qu'on entend obtenir dans un mouvement d'affaires les avantages que la banque assure, et comme le mouvement d'affaires est pour chaque négociant une série continue, il en résulte qu'après épuisement du dépôt, il sera presque toujours renouvelé. Ce qui a provoqué le premier dépôt, provoque les dépôts ultérieurs. Ainsi, même les fonds que des maisons de commerce laissent à la Banque nationale plutôt que de les tenir dans leurs caisses pour leurs besoins de chaque jour, ne disparaissent que pour revenir bientôt, parce qu'ils sont l'encaisse disponible dont elles ont besoin. Par cet aperçu on voit que les fonds déposés reçoivent nécessairement de l'absence d'intérêt une certaine limite, et que cette limite même a pour effet de composer le débit de la banque à cet égard de dépôts qui, dans leur ensemble, ont une certaine fixité.

Quand on jette les yeux sur les états de situation des grandes banques, on constate facilement qu'il en est ainsi ; on constate surtout que le chiffre des dépôts est indépendant de l'abondance ou de la rareté du crédit ; on n'aperçoit aucune connexité entre le taux de l'escompte et le montant des comptes courants.

Cette situation se modifierait complètement, si, par l'allocation d'un intérêt, les dépôts devenaient un mode de placement.

L'avantage disparaît pour faire place au danger.

Les fonds ainsi appelés, ne devant pas servir au mouvement des affaires, n'auront aucune influence sur la circulation ; ils ne réaliseront aucun des progrès qui sont dans le but organique de la Banque nationale. En les faisant entrer dans ses caisses, quel bien la Banque produirait-elle ? Il ne manque pas dans le pays d'établissements d'une solidité parfaite qui reçoivent des fonds en en payant un intérêt : dans quel dessein la Banque nationale voudrait-elle leur enlever ces fonds ? Ces capitaux ne vont-ils pas, par l'intermédiaire de ces établissements, où ils sont appelés par les besoins de l'industrie et du commerce ? Quel profit aurait-on à les retirer d'un côté pour les faire aller de l'autre ? Pourquoi provoquer ce stérile déplacement ?

Mais si l'avantage de cette opération n'est qu'une apparence, trompant ceux-là seuls qui ne regardent que le fait substitué, sans voir le fait détruit, ses dangers sont plus réels.

Par sa nature même, une banque d'émission est obligée de circonscrire dans les limites les plus étroites ses opérations et ses obligations : elle a à résoudre le redoutable problème d'être toujours à même de rembourser à vue une somme

énorme qu'elle doit en grande partie engager à terme. Ajouter des difficultés aux difficultés inhérentes à son essence même est une imprudence.

Or tel serait le caractère de l'appel de placements de fonds.

Rien ne fixe une limite, rien ne donne une certaine permanence à ces placements. A quel chiffre s'élèveraient-ils, quelle fluctuation subiraient-ils dans les moments de crise? C'est ce qu'il serait impossible de prévoir. N'est-il pas à craindre de leur voir subir de brusques mouvements? Quand la demande de capitaux est intense, quand par la hausse de l'escompte la Banque ne parvient que difficilement à maintenir son encaisse, quand des conditions bien plus avantageuses que celles de la Banque sont offertes, ne doit-on pas redouter de voir des retraits ajouter aux embarras de la situation?

L'expérience n'a-t-elle pas à cet égard des enseignements? Qu'on relise l'histoire des caisses d'épargne, qu'on se rappelle les ébranlements d'établissements d'ailleurs solides et l'on verra presque toujours le retrait des placements être la cause des embarras.

Sans doute, il serait déraisonnable de le nier, le terme d'exigibilité, qu'il résulte du réescompte, d'une date d'échéance des obligations ou du préavis, est une atténuation du danger. Mais qu'on ne s'y méprenne pas; avec un résultat positif, il y a là aussi une apparence dépassant de beaucoup la réalité.

La Banque pourra dans la rigueur du droit ne pas escompter le papier qu'elle aura endossé, refuser le paiement anticipé de ses obligations, s'en tenir strictement à ses délais de retrait? Mais le pourra-t-elle en fait? Conçoit-on bien qu'elle repousse l'escompte du papier déjà admis par elle et portant de plus sa signature, l'escompte de ses propres valeurs, l'escompte du retrait de fonds déposés existants dans ses caisses? Comprend-on qu'elle laisse ses propres engagements chercher acheteur sur le marché? Une pareille situation n'ébranlerait-elle pas la confiance, et le public conservera-t-il pleine foi dans le paiement des billets quand il verra la Banque elle-même redouter d'anticiper ses propres obligations, quel que soit le bénéfice offert pour en supprimer le terme?

Mais, en écartant même ces impossibilités, et en admettant que tout puisse se passer comme on l'aura juridiquement décrété, quel sera le résultat des retraits de capitaux résultant du non renouvellement des réescomptes et des promesses ou du retrait des versements en compte courant? Incontestablement une diminution des ressources de la Banque à l'époque où ces faits se produiront. Ayant toujours des capitaux d'importance à peu près égale à sa disposition, la Banque ne peut éviter les crises, parce que la demande des capitaux est inégale; si à cette inévitable variabilité de la demande, on ajoute la variabilité des ressources opérant nécessairement en sens contraire, on aura employé le plus énergique moyen d'aggraver les crises.

Tel est le résultat auquel conduit la mesure que nous discutons.

La Banque pourrait sans doute retirer un bénéfice pécuniaire de semblable opération; elle aurait droit à un écart entre le taux d'intérêt qu'elle payerait et celui qu'elle recevrait; mais il ne faut pas lui permettre d'exposer sa sécurité qui est un grand intérêt national, et réclama-t-elle de pouvoir le faire, il faudrait encore le lui interdire.

M. Vermeire avait, en 1850, proposé une disposition formelle portant cette

interdiction ; elle ne fut rejetée, après une épreuve douteuse, que par trente-trois voix contre trente, et sur la demande de M. Frère-Orban, Ministre des Finances, de laisser aux statuts la solution de cette question.

Cette interdiction consacrée depuis par les statuts doit être considérée comme une prescription fondamentale.

III. — MODIFICATIONS INSCRITES AU PROJET DE LOI.

Le Gouvernement ne propose aucune modification essentielle à la loi existante.

Nous allons, en suivant l'ordre des articles du projet, examiner les dispositions nouvelles qu'il contient.

ART. 1^{er}.

1^o Prorogation de la durée de la Banque nationale.

Aucune observation n'a été faite, ni dans les sections, ni dans la section centrale, sur le terme proposé par le Gouvernement.

Le système que l'existence de la Banque réalise ne paraît pas devoir être modifié ; on n'a vu aucun motif de rapprocher l'époque où son existence pourrait être remise en question.

On ne doit pas oublier, d'ailleurs, que l'art. 25 de la loi de 1850 réserve à la loi le droit de créer de nouvelles banques d'émission.

La Banque a la garantie qu'une loi est nécessaire pour que sa situation soit modifiée ; mais s'il est vrai de dire qu'il faudrait des motifs graves pour changer l'état de choses que la loi consacre, il l'est aussi que le législateur conserve la liberté de prendre les mesures que l'intérêt du pays lui commanderait.

La prorogation est, dans la réalité, de vingt-sept ans seulement ; le nouveau terme prend cours le 1^{er} janvier 1873, anticipant ainsi de trois ans sur le terme en cours qui n'expire que le 31 décembre 1875.

2^o Augmentation du capital de la Banque.

Le capital de la Banque est de 25,000,000 de francs.

La réserve sera à la fin de l'année courante de 17,500,000 francs environ.

Le projet propose de porter le capital à 50,000,000.

Des 25,000,000 nouveaux, moitié, soit 12,500,000 francs, seraient fournis par la réserve.

Le surplus serait versé par les actionnaires, qui devraient payer une prime de 100 francs pour chacune des 25,000 actions nouvelles, laquelle serait attribuée à la réserve.

La Banque aurait ainsi un capital de 50,000,000 de francs, et sa réserve s'élèverait dès le début du nouveau terme à environ 7,500,000 francs.

Comme d'après une disposition que nous examinerons plus loin, les fonds de la réserve n'auront aucune destination obligatoire autre que celle du capital, elle aurait, dans la réalité, un capital de 57,500,000 francs.

Votre section centrale a conçu les doutes les plus sérieux sur la nécessité ou même l'utilité de cet accroissement de capital.

Il est impossible de fixer d'une manière certaine le chiffre du capital nécessaire pour qu'il soit une garantie complète des opérations de la Banque.

La nature de ces opérations permet d'affirmer que le capital actuel, augmenté surtout de la réserve et atteignant ainsi déjà environ 42,500,000 francs, constitue une sûreté absolue.

D'autre part, la Banque va trouver pour ses opérations fondamentales d'escompte de nouvelles et très-considérables ressources dans l'accroissement qui se produit dans son émission et dans la faculté de ne pas conserver sa réserve en fonds publics.

Sans doute, c'est un bien pour le commerce de trouver de nouveaux moyens d'escompte dans les fonds qui formeront l'augmentation du capital, à la condition toutefois que l'excès ne porte pas la Banque à se relâcher sur la qualité des valeurs qui lui sont remises. Mais, ici encore, il y a plus d'apparence que de réalité. L'escompte facile du papier de commerce constitue sans contredit un immense avantage pour le développement de la richesse publique, mais le capital abondant pour les entreprises industrielles, minières ou agricoles n'est pas moins précieux.

Or, il n'y a aucun doute que le capital nouveau demandé aux actionnaires de la Banque ne soit retiré d'autres destinations qu'il est impossible de préciser, mais que rien ne permet de supposer être moins utiles que l'apport dans les caisses de la Banque.

Les 15,000,000 francs qui forment cet apport ne produiront guère dans les affaires de la Banque que ce qu'elle retire de ses autres capitaux, c'est-à-dire environ 3 p. $\%$, tandis qu'on peut admettre que d'autres emplois produiraient 4 ou 5 p. $\%$.

On appelle donc, par une mesure factice, des capitaux là où ils sont plus abondants, puisque leur rémunération est moindre, en les retirant d'emplois où ils sont plus vivement sollicités, puisqu'on en offre un loyer plus élevé.

Il est juste toutefois de reconnaître que si la Banque ne trouve pas dans l'escompte des placements suffisants, elle pourra en acquérant des fonds publics, remettre dans les mains des vendeurs qui les lui céderont, des capitaux qui iront par le jeu des affaires prendre la place de ceux qu'elle aura enlevés pour accroître son fonds social.

Il est juste encore de dire, que l'escompte est un besoin si général, que s'il devient plus facile, presque tous ceux qui auraient sollicité pour les immobiliser les fonds qui seront versés dans le capital de la Banque, y trouveront une compensation.

Mais il n'en est pas moins vrai que l'opération se résume en un déplacement de capitaux qui satisfera sans doute cette partie de l'opinion qui se paye d'apparence, mais qui ne produira aucun résultat économique que réel.

Votre section centrale n'a pas cru ces motifs suffisants pour repousser la proposition du Gouvernement; mais elle croit pouvoir l'engager à différer l'appel des capitaux sur les actions nouvelles.

Si cette idée était admise, les 25,000 actions nouvelles seraient libérées de 500 francs par une partie de la réserve actuelle; la prime de 100 francs par titre serait aussi immédiatement versée.

Il resterait 500 francs par action, soit 12,500,000 francs qui ne seraient appelés que si l'utilité en est démontrée ; ils n'en constitueraient pas moins la garantie que l'on semble surtout chercher dans l'augmentation du capital.

Nous verrons que le Trésor trouverait un accroissement de revenus dans cet ajournement de l'appel des versements.

5° Diminution de la retenue pour le fonds de réserve.

Lorsqu'on fonde une institution nouvelle, une prudence plus grande est commandée que lorsqu'il s'agit d'une institution qui a montré sa solidité pendant des années déjà longues.

Après l'expérience faite, il n'y a plus de raison de maintenir le tantième élevé de la réserve fixé par la loi de 1850. L'augmentation du capital compense d'ailleurs la réduction au chiffre de 15 p. % qui est plus que suffisant.

Il n'est pas sans intérêt d'indiquer ici combien faibles ont été les pertes subies par la Banque depuis sa création : elles sont une preuve éclatante de la prudence qui a présidé à ses opérations.

Voici le tableau que le Gouvernement a transmis à cet égard à la section centrale :

ANNÉES.	MONTANT des effets restés en souffrance.	MONTANT DES RECouvreMENTS sur les effets en souffrance	Observations.	
1851	26,905 53	"	La Banque à l'espoir de récupérer encore une somme de 200,000 francs sur les effets restés en souffrance en 1864.	
1852	"	8,559 48		
1855	6,169 79	"		
1857	19,590 83	"		
1861	15,295 10	11,284 05		
1862	122,180 10	4,710 90		
1863	12,756 15	75,109 10		
1864	660,524 74	12,576 57		
1865	10,296 74	13,140 82		
1866	200,280 85	7,149 85		
1867	"	118,283 12		
1868	1,268 56	27,499 16		
1869	"	26,069 61		
1870	113,252 56	8,312 26		
1871	"	31,092 08		
	1,188,518 53	361,768 46		

La perte n'est donc que de 820,000 francs environ; elle se réduit à 620,000 francs, si la perspective de récupérer une somme de 200,000 francs se réalise. La perte moyenne annuelle est d'environ 50.000 francs.

Sur un chiffre total d'escompte de plus de 16 milliards, la perte ne représente pas un cinquantième pour cent des opérations; la perte moyenne annuelle ne dépasse guère un par mille du montant du capital social et de la réserve.

Il faut approuver ce résultat; écarter toute éventualité de perte, et placer ainsi la permanence de la solidité de la Banque au-dessus de toute discussion, c'est le but à atteindre dans un établissement d'émission.

Nous devons toutefois faire observer que cette récapitulation ne comprend pas les effets que les administrateurs des comptoirs ont dû rembourser en qualité de du croire. Il n'y a du reste, aucune raison de distinguer entre les effets remboursés par eux et ceux qui le sont par d'autres obligés solidaires.

4° Attribution à l'État d'un quart au lieu d'un sixième des bénéfices dépassant 6 p. %.

L'exposé des motifs fait avec raison remarquer que cette augmentation est en grande partie seulement apparente.

Le prélèvement de 6 p. % devient en effet plus considérable à mesure que le capital augmente. Avec un capital de 25 millions, le sixième se prenait sur les bénéfices dépassant 1,500 mille francs; avec un capital de 50,000 millions il ne se prendra que sur les bénéfices dépassant 5 millions.

Si le Gouvernement, adoptant l'indication que nous avons donnée plus haut, différerait l'appel de moitié des versements des nouvelles actions, la part de bénéfices de l'État serait augmentée.

Il nous paraît convenable de joindre l'examen de cette disposition à celles de l'art. 5, de manière à apprécier en même temps tout ce qui concerne les bénéfices que l'État doit retirer de la Banque.

5° Application de la réserve en fonds publics rendue facultative.

La réserve d'une banque n'est dans la réalité que l'augmentation de son capital opérée par des retenues sur les bénéfices.

Il n'y a aucune raison de prescrire une destination à cette partie du capital qui s'est formée par accession plutôt qu'au capital primitif.

Nous avons démontré dans la première partie de ce rapport, que l'affectation du capital en fonds publics ne présente aucun avantage sur les autres opérations de la Banque.

En se plaçant même exclusivement au point de vue de l'intérêt des opérations financières de l'État, il importe que les capitaux de la Banque ne soient pas appliqués d'une manière permanente en fonds publics.

C'est en prenant part aux emprunts, en achetant des bons du Trésor, en s'engageant dans certaines combinaisons financières comme des conversions de rente que la Banque peut-être utile au Trésor; si on ne veut paralyser ses forces, il faut lui permettre de se dégager des valeurs qu'elle a prises pour être à même de participer ensuite à de nouvelles opérations; lui imposer la permanence de

ses capitaux en fonds publics, c'est l'astreindre à l'immobilité, ce qu'il y a de plus contraire à l'essence d'une banque.

ART. 3.

Aucune difficulté ne peut s'élever sur cet article ; nous examinerons spécialement quelles sont les améliorations que l'on indique dans l'organisation administrative de la Banque.

Ces modifications sont du ressort du Gouvernement et de la direction de la Banque : elles ne peuvent être qu'indiquées dans ce rapport ; quoi qu'on pense à cet égard, le texte de notre article peut être adopté.

ART. 2 ET 4.

Le point le plus délicat du projet de loi est incontestablement celui qui consiste à déterminer qu'elle doit être, entre l'État, fondateur et patron de la Banque, et cette institution elle-même, la répartition des bénéfices.

Il faut reconnaître d'abord que le public, c'est-à-dire ceux qui traitent avec la Banque, sont désintéressés dans cette question. Que la part de l'État soit plus ou moins grande, dans les limites bien entendu que la raison comporte, les conditions auxquelles la Banque placera ses capitaux seront les mêmes ; ces conditions dérivent en effet non du prix plus ou moins élevé que ces capitaux coûtent à la Banque, mais de l'abondance et de la rareté des capitaux en général, et de l'étendue des demandes qui les réclament ; la situation du crédit en fixe exclusivement la rémunération.

La question s'agit donc uniquement entre l'État et les actionnaires de la Banque.

Les avantages que l'État tire de la Banque nationale sont extrêmement considérables.

Les avantages qu'elle procure aux actionnaires ne le sont pas moins.

Il est incontestable qu'on pourrait modifier, dans un sens ou dans l'autre, soit la répartition de la loi de 1850 et des lois postérieures, soit la répartition du projet actuel, sans que la situation cesse d'être excellente pour les deux parties.

On se trouve en face d'une grande question d'équité qu'il faut résoudre, en cherchant à tenir compte des faits originels de la Banque, des droits qu'ouvre l'arrivée du terme de sa constitution, des valeurs fournies par les actionnaires, des avantages octroyés par l'État.

On serait injuste si l'on reprochait aux actionnaires les bénéfices qu'ils ont réalisés et la hausse de leurs titres ; en laissant même de côté les transmissions nombreuses dont ces titres ont été l'objet, les prix les plus élevés payés par les détenteurs actuels, il faut juger ce qui est dû à l'intervention dans une affaire, non d'après le résultat, mais d'après ce qui apparaissait à son origine. Longtemps les actions de la Banque nationale n'ont inspiré qu'une médiocre confiance ; parmi les hommes les plus expérimentés du pays beaucoup ne leur voyaient pas d'avenir.

Ceux qui n'y ont pas cru ne peuvent se plaindre des résultats d'espérances qu'ils n'ont pas partagées.

Ce serait tomber dans une autre exagération que de regarder les avantages résultant du contrat qui va expirer comme devant survivre à leur terme, et de considérer les droits des porteurs comme s'étant accrus avec les prix que l'on a payé des actions : le droit est resté ce qu'il était, malgré les variations de sa valeur ; le contrat primitif va expirer ; il fait place à de nouveaux arrangements.

Mais des considérations morales et matérielles s'élèvent pour que ce terme ne soit pas une rupture des anciennes relations.

Une légitime préférence est due à ceux qui ont fondé ou aux représentants de ceux qui ont fondé la Banque. C'est la même institution qui doit se continuer ; et dès le principe il a été prévu par la loi même qu'elle pourrait survivre à son terme par la prorogation de la durée de la société primitive. Il ne serait pas équitable d'oublier ces liens du passé.

L'organisation d'une nouvelle société ne serait possible que par la liquidation de l'ancienne, et cette liquidation ne se ferait qu'en traversant une période de transition dont les embarras seraient considérables.

Ainsi il ne faut oublier ni le droit incontestable de l'État qui l'autoriserait même à rompre, ni l'équité et l'intérêt qui réclament la continuation d'une situation qui n'a produit que de bons résultats.

Le droit de l'État doit faire stipuler en sa faveur des conditions nouvelles plus avantageuses. L'équité et l'intérêt de consolider ce qui existe doivent faire considérer comme une sage mesure ce qui atteindra ce but, même en accordant à la société actuelle plus que l'on ne concéderait si on faisait table rase du passé.

Le projet de loi a cherché à résoudre le problème dans ce double ordre d'idées.

Il maintient la Banque nationale en stipulant des avantages nouveaux pour l'État.

Pour apprécier les changements proposés, indiquons d'abord quels sont les droits aujourd'hui assurés à l'État :

1° La Banque qui, primitivement, recevait 200,000 francs pour le service de caissier de l'État, fait aujourd'hui gratuitement ce service ; elle intervient, en outre, pour 175,000 francs dans les frais des agences du Trésor ;

2° Elle remet à l'État le produit des escomptes excédant 6 p. % ;

3° Elle paye à l'État le sixième de ses bénéfices excédant 6 p. % du capital versé.

Nous ne mentionnons pas ce qu'elle verse au Trésor du chef de sa patente et du timbre de ses billets, parce qu'elle ne fait que subir à cet égard le droit commun.

Voici maintenant les dispositions du projet :

1° Les charges du service de caissier de l'État et de l'intervention dans les agences du Trésor sont maintenues ;

2° Le taux au-dessus duquel le produit de l'escompte est attribué à l'État est abaissé à 5 p. % ;

3° La part de l'État dans les bénéfices excédant 6 p. % est porté au quart ;

4° La Banque se charge de placer sous sa garantie, au profit de l'État, la partie disponible des fonds du Trésor.

Par contre, le projet contient une disposition qui doit avoir pour conséquence une certaine réduction du droit de timbre sur les billets de la Banque. Nous ne nous en occuperons pas ici, parce que votre section centrale croit que cette disposition demande un nouvel examen.

Ainsi les avantages stipulés au profit de l'État portent sur trois points :

L'abaissement du taux au-dessus duquel l'escompte appartient à l'État ;

L'attribution d'une quotité supérieure des bénéfices ;

Le placement des fonds disponibles du Trésor.

Deux questions sont à examiner : les bases sur lesquelles portent ces stipulations sont-elles bien choisies, la quotité allouée à l'État est-elle suffisante ?

Examinons d'abord le mode des prélèvements de l'État.

Votre section centrale n'hésite pas à donner son entière approbation aux bases proposées.

L'attribution d'une part de bénéfices au delà du chiffre réservé aux actionnaires n'a qu'un caractère fiscal, et ne produira ainsi aucun résultat utile que celui d'une mesure lucrative pour le Trésor.

Il en est autrement des dispositions qui concernent l'attribution de l'escompte au delà de 3 p. % et le placement de l'encaisse disponible de l'État.

Quoi qu'on fasse, il arrivera des périodes où les demandes de capitaux seront telles que la Banque devra chercher pour maintenir son encaisse à écarter une partie de ces demandes.

On a employé à cet égard deux modes : celui des décisions spéciales, celui des mesures générales.

Le premier mode consiste à repousser sans règle préfixe certains bordereaux. Limitant ainsi ses opérations, une banque peut ne rien changer aux conditions de son escompte ; les règles demeurent en apparence, mais l'arbitraire les remplace dans la réalité ; l'escompte devient une faveur livrée aux caprices des administrateurs ; moins les conditions en sont dures, eu égard aux circonstances du marché et aux ressources de la Banque, plus l'admission d'un bordereau constitue un privilège. De toutes les combinaisons, il n'en est pas de moins justifiable que celle qui consiste à livrer au-dessous de leur valeur des capitaux à un certain nombre de favorisés (1).

Le second mode consiste à faire diminuer la présentation de bordereaux en imposant certaines conditions plus rigoureuses : la réduction de l'échéance des effets admissibles ou l'élévation du taux d'escompte.

La diminution du terme des effets admis est une mesure plus rigoureuse que la hausse de l'escompte ; elle écarte, en rompant avec les habitudes, toute une catégorie de valeurs, où au moins elle en diffère l'admission ; les négociants

(1) On a préconisé, mais ce système n'a pas trouvé de défenseurs dans les sections, l'adjudication des avantages dont jouit la Banque sur le taux *maximum* d'escompte qui serait accepté. Il est clair que ce système conduirait au résultat que nous venons d'indiquer. La société adjudicataire respecterait ce *maximum*, mais pour défendre son encaisse écarterait des bordereaux dans les moments de demandes trop nombreuses, et distribuerait des fonds à des catégories de privilégiés.

qui ont le plus impérieux besoin de négocier leur papier, sont frappés au profit de ceux qui peuvent attendre. La hausse de l'escompte n'exclut pas, il impose une charge ; mais cette charge opère comme une machine à trier qui fonctionnerait avec discernement ; elle réserve l'escompte pour ceux qui, en s'y soumettant, prouvent qu'il leur est nécessaire ; elle éloigne ceux qui ne négocient que pour bénéficier d'un capital peu dispendieux et ceux qui peuvent trouver ailleurs des ressources.

Aussi ce système est-il celui qui a généralement prévalu.

Mais ce n'est presque jamais sans soulever de vives réclamations que la Banque peut dépasser un certain taux. Les lois du crédit sont, comme toutes les autres, moins facilement admises, précisément par ceux qui y sont soumis. En dégageant de plus en plus l'intérêt de la Banque des hausses d'escomptes anormales, on favorise sa liberté d'action, on lui ôte la propension de se soustraire aux attaques en employant des moyens détournés, on donne une autorité morale aux mesures qu'elle prend et qui sont souvent un salutaire avertissement ; la nécessité du remède est mieux acceptée quand il est constant qu'il n'est pas donné par celui qui en profite.

On ne peut donc qu'approuver le projet d'avoir fait un nouveau pas dans ce système d'attribution d'une part de l'escompte à l'État, introduit par la loi de 1865, qui a proclamé la liberté du taux de l'intérêt.

Le placement des fonds disponibles du Trésor est une innovation plus complète, mais non moins heureuse.

Nous ne reproduisons pas ici les motifs très-concluants que développe l'exposé des motifs sur les avantages que présente sur tous les autres placements, l'achat de valeurs commerciales et particulièrement de traites sur l'étranger.

Non seulement ce système est bon en ce qu'il procurera à l'État un revenu assez important provenant de l'encaisse considérable que l'on a fort heureusement maintenue dans ces dernières années, et dont l'utilité a été si complètement démontrée dans les circonstances graves que nous avons traversées, mais il peut avoir une part très-grande à la constitution d'une situation meilleure encore.

L'improductivité des capitaux du Trésor a été la grande cause qui a empêché d'avoir des sommes importantes, destinées à parer aux éventualités, dont aucune nation n'est exempte ; l'organisation d'un système de placement, assurant un revenu très-moderé, il est vrai, mais qui n'empêche pas une réalisation prompte, pourra contribuer plus que toute autre mesure à ce que toujours le Gouvernement ait à sa disposition des sommes suffisantes pour tous les événements. On cessera dans les négociations d'emprunt et dans les autres opérations de trésorerie, de redouter les versements anticipés ; en assurant un escompte suffisant sur les termes de paiement, on facilitera la souscription des titres émis à la catégorie très-nombreuse de ceux qui cherchent un placement immédiat ; on ne craindra plus les encaisses considérables que la prudence commande, et que les pertes complètes d'intérêt faisaient écarter. On reconnaîtra que si le taux nécessairement très-bas des placements courts et sûrs que fera l'État, ne compense pas les intérêts qu'il doit servir lui-même, la différence sera bien faible relativement à ce qu'il en coûte dans les moments difficiles pour obtenir les fonds immédiatement indispensables.

L'importance du placement des fonds de l'Etat tel qu'il est indiqué dans le projet, peut avoir une influence non moins salubre sur le crédit privé. Là aussi il est important d'être préparé aux mauvais jours. Placés en valeurs étrangères dans les situations normales où les capitaux sont abondants, les fonds de l'Etat peuvent être placés en valeurs belges dans les situations tendues où ils deviennent rares ; chaque fois que des événements politiques graves n'obligeront pas le Gouvernement à se préoccuper d'un intérêt d'un ordre supérieur, il pourra ainsi venir en aide aux affaires en atténuant les crises. Mais une des conditions de l'efficacité du remède est de n'être que rarement employé ; il faut savoir supporter des maux légers sans y recourir, en le conservant pour des circonstances très-exceptionnelles.

La disposition du projet à cet égard est la création par le fait même d'une réserve nationale de crédit public et de crédit privé. Il appartiendra à la sagesse des gouvernants de lui donner les développements qu'elle comporte.

Ces bases étant admises cherchons à nous rendre compte des résultats auxquels conduisent le système actuel et le système du projet.

Il est sans doute impossible dans une matière qui est pleine d'inconnues de rien fixer avec précision ; il y aurait danger même à affirmer comme probables certaines éventualités ; elles sont du domaine de la spéculation financière à laquelle la Législature n'a pas à donner de prévisions.

Mais sans s'aventurer dans les conjectures, on peut poser certaines hypothèses et rechercher quels sont les effets comparatifs de la loi existante et du projet sur ces hypothèses.

Les bénéfices de la Banque ont été dans le cours du dernier exercice de 6 millions, mais le taux de l'escompte moyen a dépassé pendant cette année d'un tiers environ le taux moyen des autres années ; il n'eut pas été sage de se borner à étudier les modifications proposées sur ce seul résultat ; nous les appliquons successivement à un bénéfice hypothétique de 4, de 5, de 6 et de 7 millions. Pour faire le calcul, on est forcé d'y faire entrer divers éléments incertains ; le taux de l'escompte, le revenu probable des capitaux apportés à la Banque, le chiffre de l'encaisse du Trésor. Malgré l'introduction obligée de ces éléments aléatoires, la traduction du projet en chiffres est encore ce qui en fait le mieux saisir la portée ; le cadre étant tracé, il appartient à chacun d'y modifier les données qui y sont problématiques.

Nous exposons successivement les résultats du système actuel et système du projet en appliquant celui-ci dans la double hypothèse de la libération complète et de la libération à moitié des nouvelles actions.

Système actuel.

Bénéfices (1)	4,000,000	5,000,000	6,000,000	7,000,000
Escompte dépassant 6 p. % attribué à l'État (2)	n	10,000	30,000	40,000
	<u>4,000,000</u>	<u>4,990,000</u>	<u>5,970,000</u>	<u>6,960,000</u>
6 p. % du capital	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000
Reste	<u>2,500,000</u>	<u>3,490,000</u>	<u>4,470,000</u>	<u>5,460,000</u>
Dont : 1/6 à l'État	416,667	581,667	745,000	910,000
1/3 à la réserve.	835,555	1,163,555	1,490,000	1,820,000
1/2 aux dividendes.	1,250,000	1,745,000	2,235,000	2,750,000
Somme égale	<u>2,500,000</u>	<u>3,490,000</u>	<u>4,470,000</u>	<u>5,460,000</u>
Il est donc attribué :				
A l'État	416,666	581,666	775,000	950,000
Aux actions. {				
En réserve.	835,554	1,165,554	1,490,000	1,820,000
En dividendes.	2,750,000	3,245,000	3,735,000	4,250,000
	<u>4,000,000</u>	<u>5,000,000</u>	<u>6,000,000</u>	<u>7,000,000</u>
Chacune des 25,000 actions a donc :				
Par la réserve	55 55	46 55	59 60	72 80
En dividendes	111 n	129 80	149 40	169 20
	<u>144 55</u>	<u>176 55</u>	<u>209 n</u>	<u>242 n</u>
Taux approximatif du revenu :				
Sur le capital et la réserve, soit 1,700 francs par action.	8 1/2 p. %	10 1/2 p. %	12 p. %	14 1/2 p. %
Sur le cours de 2,600 francs, pris comme s'approchant de la moyenne du dernier semestre de 1871	5 1/2 —	6 5/8 —	8 —	9 1/4 —

(1) Nous supposons que ces chiffres restent après déduction de la part de l'administration.

(2) La moyenne de cette attribution a été d'environ 20,000 francs par an. On conçoit que cette attribution soit très-variable; nulle quand l'escompte est bas, elle apparaît quand il est exceptionnellement élevé. Il nous a paru conforme à la vérité des faits de porter ce revenu de l'État pour une part plus forte à mesure que s'élèvent les bénéfices de la Banque qui sont dans un certain rapport avec le taux de l'escompte.

Système du projet avec versement complet du capital nouveau.

Bénéfices sur le capital et la réserve actuel	4,000,000	5,000,000	6,000,000	7,000,000
Augmentation des bénéfices par suite du versement de 15,000,000 (1).	375,000	450,000	525,000	600,000
Total.	<u>4,375,000</u>	<u>5,450,000</u>	<u>6,525,000</u>	<u>7,600,000</u>
Escompte dépassant 5 p. % attribué à l'État (2).	"	90,000	270,000	560,000
Placement au profit du Trésor de l'encaisse disponible (3).	800 000	900,000	1,000,000	1,100,000
Reste.	<u>5,575,000</u>	<u>4,460,000</u>	<u>5,255,000</u>	<u>6,140,000</u>
6 p. % au capital	<u>3,000,000</u>	<u>3,000,000</u>	<u>3,000,000</u>	<u>3,000,000</u>
Reste.	<u>575,000</u>	<u>1,460,000</u>	<u>2,255,000</u>	<u>3,140,000</u>
Dont : 1/4 à l'État	145,750	565,000	565,250	785,000
15 p. % à la réserve	86,250	219,000	558,550	471,000
60 p. % aux dividendes	545,000	876,000	1,555,500	1,884,000
Somme égale	<u>575,000</u>	<u>1,460,000</u>	<u>2,255,000</u>	<u>3,140,000</u>
Il est donc attribué :				
A l'État	945,750	1,555,000	1,855,250	2,245,000
Aux actions. { En réserve	86,250	219,000	558,250	471,000
{ En dividendes	5,545,000	5,876,000	4,355,000	4,884,000
	<u>4,575,000</u>	<u>5,450,000</u>	<u>6,525,000</u>	<u>7,600,000</u>
Chacune des 50,000 actions a donc :				
Par la réserve	1 72	4 38	6 76	9 42
En dividendes.	66 90	77 52	87 06	97 68
	<u>68 62</u>	<u>81 90</u>	<u>95 82</u>	<u>107 10</u>
Deux actions (une ancienne et une nouvelle) donnent donc	157 24	165 80	187 64	214 20
Taux approximatif du revenu :				
Sur le capital, la réserve et le verse- ment, soit 2,500 fr. pour deux actions.	6 p. %	7 p. %	8 p. %	9 1/4 p. %
Sur le cours moyen du dernier se- mestre augmenté du versement, soit 5,200 francs.	4 —	5 —	6 —	6 3/4 —

(1) Nous avons supposé que les 15 millions versés produiraient un bénéfice de 2 1/2, 3, 3 1/2 et 4 suivant les années.

(2) Cette part de bénéfice est évaluée à 180,000 francs en moyenne ; nous l'avons répartie d'après les idées indiquées dans une note précédente.

(3) Le chiffre et le taux de placement de l'encaisse disponible sont incertains.

L'exposé des motifs le porte de 50 à 40 millions. Nous avons pris le chiffre le plus haut, dans la prévision que le placement augmenterait les fonds conservés par l'État.

Le taux a été, en suivant la progression des bénéfices de la Banque, calculé à 2, 2 1/4, 2 1/2 et 2 3/4 p. %.

Système du projet de la moitié du capital nouveau restant à verser.

Bénéfices	4,000,000	5,000,000	6,000,000	7,000,000
Augmentation par suite du versement de 2,500,000.	62,500	75,000	87,500	100,000
	<u>4,062,500</u>	<u>5,075,000</u>	<u>6,087,500</u>	<u>7,100,000</u>
Escompte dépassant 5 p. % attribué à l'État.	"	90,000	270,000	560,000
	<u>4,062,500</u>	<u>5,985,000</u>	<u>5,817,500</u>	<u>6,740,000</u>
Placement de l'encaisse disponible du Trésor	800,000	900,000	1,000,000	1,100,000
Reste.	<u>5,262,500</u>	<u>4,085,000</u>	<u>4,817,500</u>	<u>5,640,000</u>
6 p. % au capital versé de 57,500,000	2,250,000	2,250,000	2,250,000	2,250,000
Reste.	<u>1,012,500</u>	<u>1,835,000</u>	<u>2,567,500</u>	<u>3,390,000</u>
Dont : 1/4 à l'État	253,125	458,750	641,875	847,500
15 p. % à la réserve	151,875	275,250	585,125	508,500
Aux actionnaires	607,500	1,104,000	1,540,500	2,035,000
Somme égale	<u>1,012,500</u>	<u>1,835,000</u>	<u>2,567,500</u>	<u>3,390,000</u>
Il est donc attribué :				
A l'État	1,055,125	1,448,750	1,911,875	2,517,500
Aux actions. { En réserve	151,875	275,250	585,125	508,500
{ En dividendes	2,857,500	5,551,000	5,790,500	4,285,000
	<u>4,062,500</u>	<u>5,075,000</u>	<u>6,087,500</u>	<u>7,100,000</u>
Chacune des 25,000 actions libérées recevrait (1) :				
En réserve	5 03	5 50	7 70	10 17
En dividendes	72 15	82 02	90 80	100 70
Chacune des 25,000 actions libérées de moitié recevrait :				
En réserve	5 03	5 50	7 70	10 17
En dividendes	42 15	52 02	60 80	70 70
Les deux actions donneraient donc	<u>120 56</u>	<u>145 04</u>	<u>167 "</u>	<u>191 74</u>
Taux approximatif :				
Sur le capital, la réserve et le verse- ment, soit pour les deux actions 1,800 francs	6 p. %	8 p. %	8 1/2 p. %	10 p. %
Sur le cours moyen du dernier semes- tre augmenté du versement, soit 2,700 francs	4 1/2 —	5 1/2 —	6 1/4 —	7 —

(1) Nous supposons que les 6 p. % seraient payés sur le capital versé, en sorte que les actions libérées aient de ce chef 60 francs et les actions non libérées 50 francs. Le droit à la réserve et au surplus des bénéfices seraient égaux.

Rapprochons quelques données de ces calculs.

Sous le régime actuel, la part de l'Etat est d'après les bénéfices de Banque de

416,666	591,666	775,000	950,000
---------	---------	---------	---------

Elle s'élève sous le régime du projet, si tout le capital est appelé, à

943,750	1,355,000	1,833,250	2,245,000
---------	-----------	-----------	-----------

La différence varie donc de 525,000 à 1,500,000 francs en chiffres ronds ; en moyenne elle est de 910,000 francs.

Cet écart augmente si l'appel du capital nouveau n'a lieu que par moitié ; la part de l'Etat est alors de

1,053,125	1,448,750	1,911,875	2,317,500
-----------	-----------	-----------	-----------

La part de l'Etat s'élève donc encore de 100,000 francs environ dans cette dernière hypothèse.

Les sommes attribuées aux actionnaires diminuent évidemment de toute la quotité allouée à l'Etat. Mais leur situation est différente, selon qu'ils apportent un capital nouveau plus ou moins considérable. L'Etat peut prendre plus quand ils apportent moins, sans les grever de nouvelles charges.

Le taux du revenu des capitaux qu'ils possèdent dans la Banque subira un notable abaissement.

Si les quatre hypothèses que nous avons posées sans rien affirmer sur leur probabilité, devaient successivement se réaliser, le régime actuel leur donnerait 11 $\frac{1}{4}$ p. % de ces capitaux, et le régime nouveau 7 $\frac{1}{2}$ seulement si les versements sont complets, $\frac{1}{2}$ de plus s'ils sont différés (*). L'intérêt des actionnaires est d'accord avec celui de l'Etat pour ajourner l'appel de ces capitaux ; nous avons dit que l'intérêt public ne le réclame pas.

La situation faite à ceux qui se sont associés à l'Etat dans notre grande institution de crédit reste donc favorable, malgré les prélèvements nouveaux et importants que le projet effectue au profit du Trésor.

Votre section centrale a pensé que le projet a résolu d'une manière satisfaisante le problème d'équité sur lequel il porte.

Si le projet est adopté avec la modification qui sera indiquée à l'art. 5, on pourra chiffrer comme suit tout ce que la Banque procurera à l'Etat :

Patentes	100,000
Droit de timbre sur les billets de banque	160,000
Service financier de l'Etat évalué à	500,000
Bénéfices stipulés au projet	1,600,000
	<u>2,360,000</u>

(*) Nous parlons, qu'on le remarque bien, des capitaux que représente l'action et non de son cours. Nous répétons que nous ne voulons, ni de près ni de loin, donner de prévisions sur les bénéfices probables de la Banque ni par suite sur le revenu des actions ; nous indiquons des différences en posant diverses hypothèses ; nous n'entendons pas supposer ni que les éventualités de l'avenir se limiteront à ces hypothèses, ni qu'elles se réaliseront dans une proportion quelconque.

ART. 5.

La disposition de cet article a donné lieu à des critiques sérieuses.

La Banque nationale est et doit être soumise à tous les impôts existants.

Elle doit ainsi supporter l'impôt du timbre sur ses billets.

En 1862, on a reconnu utile de lui faire payer cet impôt à forfait. Le droit de un demi pour mille au lieu d'être perçu sur des effets déterminés lors de leur émission a été reporté sur le chiffre moyen de la circulation annuelle.

On a cherché à obtenir le même revenu pour le Trésor en laissant à la Banque la faculté de remplacer sans payer un nouveau timbre les billets détériorés par l'usage.

On prenait une mesure qui, en désintéressant le fisc, devait conduire à améliorer l'état matériel de la circulation fiduciaire.

Le projet maintient en principe le forfait adopté par la loi de 1862, mais il propose d'accepter pour dix ans comme base de la perception la moyenne de la circulation des cinq dernières années.

L'exposé des motifs reconnaît qu'il y a là concession d'un avantage, et il le donne comme une compensation partielle de l'abandon du produit de l'escompte au-delà de 5 p. ‰.

Sans doute, c'est ainsi que les négociations ont amené cette concession, et il est incontestable que l'abandon du produit de l'escompte au-dessus de 5 p. ‰ a une toute autre importance que la décharge fiscale accordée sur le droit de timbre.

Mais il ne semble pas qu'en présence des avantages laissés à la Banque cette concession soit nécessaire, et il y a des raisons graves de ne pas l'accorder.

Il s'agit en réalité de dispenser partiellement du paiement d'un impôt; sans doute l'exemption ou la modération d'un impôt peut être autorisée par la loi, en considération de ce que l'État reçoit sous d'autres formes; mais il est préférable de ne pas recourir à cette forme de compensation.

Tous les négociants supportant le droit de timbre, la Banque nationale doit le supporter comme eux. Il serait d'autant plus fâcheux d'accorder une réduction quant aux billets de la Banque nationale, que de tous les effets créés dans le pays, ils sont ceux qui procurent la plus grande somme de bénéfices.

Il semble donc qu'il faut supprimer la disposition du projet à cet égard et continuer à percevoir le droit de 50 centimes sur le chiffre de la circulation réelle.

Les résultats pour le Trésor sont assez notablement différents.

En prenant pour base de la perception la moyenne des cinq dernières années, le projet est, et il le reconnaît, en dehors de la vérité.

Une moyenne prise sur une série d'années antérieures ne peut être l'expression d'une situation future, que s'il s'agit de phénomènes dont les variations se produisent par des abaissements ou des relèvements. Elle est tout à fait inexacte s'il s'agit d'apprécier la situation future de faits constituant une progression constante.

Si on peut dans ce cas, considérer le passé, c'est pour y chercher *la raison* de

la progression, et calculer par suite le point où elle sera parvenue après un nombre donné de termes.

D'après la dernière période quinquennale, l'accroissement moyen de la circulation serait de 20 millions. Si cette progression se maintenait pendant dix ans, la circulation dépassera 420 millions à la fin de 1882, date où finirait le forfait indiqué au projet et la moyenne des dix années auxquelles il s'appliquerait serait supérieure à 320 millions.

Cette prévision est-elle excessive? On pourrait pour le soutenir s'appuyer sur les années antérieures à la période quinquennale qui nous a servi de base; on voit en effet, de 1857 à 1866, la circulation n'augmenter que de 15 millions, soit en moyenne un million et demi par an. Mais les faits du commencement de cette année conduiraient par contre à des résultats tout opposés; au 14 mars dernier l'émission s'élevait à 245 millions; elle avait augmenté de 40 millions en moins de trois mois.

On ne s'éclaire pas plus facilement sur la divination de cet avenir lorsqu'on consulte l'expérience des pays étrangers. Dans les Pays-Bas l'extension fiduciaire a été énorme; en Angleterre la circulation s'est parfois restreinte, nous avons vu qu'elle n'a que peu progressé, et cela malgré ou plutôt à cause d'un développement d'affaires énormes qui a permis l'extension de systèmes de liquidation de paiements de plus en plus simple.

Il semble toutefois bien difficile de ne pas admettre le chiffre de 320 millions comme très-possible pour la moyenne décennale. S'il en est ainsi l'État aura droit du chef du droit de timbre, à un revenu moyen de 160,000, supérieur ainsi de 76,000 francs au forfait proposé par le projet de loi.

Votre section centrale croit qu'il est prudent de ne pas vouloir par des conjectures toujours fort incertaines supputer ce que l'avenir réserve en faisant sans nécessité des compositions aléatoires.

Elle n'a toutefois pas rejeté l'article d'une manière formelle parce qu'il fait partie d'un ensemble de dispositions qui ont le caractère d'un traité. Elle engage le gouvernement à se mettre d'accord avec la Banque nationale pour que la suppression de cet article puisse se faire sans rompre l'entente qui s'est établie entre eux. La Banque trouverait du reste une compensation dans l'ajournement de l'appel de moitié de son capital, si à cet égard le Gouvernement partageait les vues de la section centrale.

L'adoption de ces deux mesures, qui sont du reste indépendantes l'une de l'autre, assurerait probablement à l'État une augmentation de bénéfices de plus de 150,000 francs par an en supposant même que la circulation ne dépasse en moyenne que d'une vingtaine de millions le chiffre actuel.

La Banque est aussi intéressée et plus intéressée que personne à ce que l'état matériel de la circulation soit convenable; il y a dans le renouvellement des billets une garantie contre les faux; les bénéfices qu'elle retire de la circulation fiduciaire lui permettent de ne pas considérer comme une charge sensible le remplacement des billets déchirés, maculés, salis ou usés. Les soins qu'elle a donnés à tous ses services sont une sûre garantie qu'elle accomplira à cet égard ses obligations sans qu'une modération d'impôts soit nécessaire pour la stimuler.

IV. DES MODIFICATIONS AUX STATUTS DE LA BANQUE NATIONALE.

Les sections ont saisi la section centrale de divers points secondaires qui dépendent non de la législature mais du Gouvernement.

Nous les indiquons successivement.

1° Intervention des actionnaires dans les assemblées générales de la Banque.

Voici la question dont la section centrale s'en fait l'écho vis-à-vis du Gouvernement :

« N'y a-t-il pas lieu de modifier les statuts de manière à permettre l'intervention aux assemblées générales des actionnaires qui possèdent moins de dix actions ? »

Le Gouvernement a répondu : « Lors de la révision des statuts, ce point comme beaucoup d'autres sera examiné et débattu. »

« Aujourd'hui le capital étant divisé en 25 actions, il y a 440 actionnaires qui peuvent voter à l'assemblée générale : le doublement du capital augmentera ce nombre dans une proportion très-forte. »

« Il est bon, pour un établissement comme celui-ci, d'exiger que le votant ait un intérêt réel et appréciable et de ne pas trop étendre le droit de suffrage. »

« Il existe d'ailleurs une corrélation nécessaire entre le chiffre qui donne droit à une voix et le nombre maximum de voix qu'un actionnaire peut posséder : sinon, la minorité des intérêts représentés prévaudrait parfois contre la majorité. »

La question qui est ainsi soulevée pour la Banque nationale se présente en termes généraux dans le projet de loi sur les sociétés de commerce ; la discussion de ce projet pourra donner des indications sur la solution à y donner dans le cas qui nous occupe.

2° Admission des effets à deux signatures.

L'art. 9 des Statuts de la Banque porte : « ... Ne seront escomptés que les effets de commerce à ordre, timbrés et ayant une cause réelle, échéant au plus tard dans les cent jours, et garantis par trois signatures solvables. »

« Pourront cependant être admis, les effets à deux signatures, si quatre directeurs et le Gouverneur y consentent. »

Des réclamations se sont produites à diverses époques relativement à ces dispositions.

La section centrale a interrogé à cet égard le Gouvernement, en lui posant les questions suivantes :

« N'y a-t-il pas lieu de modifier les Statuts en ce qui concerne la règle qui impose la nécessité de trois signatures ? »

» Ne faudrait-il pas, tout au moins, ne pas exiger, dans tous les cas, le
» consentement du Gouverneur pour qu'un effet à deux signatures soit admis?

Voici la réponse qui a été donnée à ces questions :

« Dans le cours des négociations qui ont précédé le dépôt du projet de loi, le
» Gouvernement a signalé comme étant une des améliorations les plus nécessaires,
» les mesures qui tendraient à simplifier et à faciliter l'admission des effets à
» deux signatures.

» L'art. 9 des Statuts pourra être modifié.

» En principe, la pensée qui a dicté cet article est juste et en harmonie avec
» les règles essentielles de la gestion d'une banque d'émission.

» En fait, comme l'expérience de la Banque nationale et d'autres institutions
» l'a démontré, la garantie d'une majorité exceptionnelle pour l'admission de ces
» valeurs ou le consentement du Gouverneur ne sont ni le seul, ni peut-être
» même le meilleur moyen de prémunir la Banque contre l'escompte d'effets qui
» n'offriraient pas une entière sécurité.

» Il y a d'autant plus de raisons de réviser l'art. 9, qu'une inégalité peut
» souvent exister aujourd'hui entre les effets de commerce provenant des
» comptoirs et ceux qui sont directement présentés à la Banque. Pour ces
» derniers, le propriétaire de l'effet doit, d'ordinaire, payer la troisième signa-
» ture, tandis que, pour les autres, la Banque rémunère elle-même l'enga-
» gement du comptoir, sans que le propriétaire ait à subir de ce chef une
» augmentation de l'escompte. »

Il est incontestable que l'énoncé de la situation telle qu'elle résulte des règles tracées par les Statuts, révèle une différence entre l'escompte fait aux comptoirs et l'escompte fait directement à la Banque.

Il s'agit de savoir comment on opère en fait.

Les comptoirs n'escomptent que quand ils jugent suffisantes les garanties résultant des deux signatures à laquelle ils joignent la leur.

La Banque se contente-t-elle des mêmes garanties à Bruxelles et à Anvers? Toute la question est dans ce point de fait.

Si la Banque, dans son établissement principal et dans sa succursale, accepte le même papier que les comptoirs, il n'y a aucun sujet de plainte; s'il en est autrement, il y a inégalité.

Nous donnons, à titre de renseignement, pour Bruxelles et l'année 1871, le nombre des effets à deux signatures et le chiffre et l'import de tous les effets escomptés :

Nombre total des effets.	Import.	Nombre des effets à deux signatures.	Import.
414,000	378,000,000	190,000	92,000,000

Il résulte de ces chiffres que si les effets à deux signatures ne constituent que 20 p. % environ de l'import de l'escompte de Bruxelles, ils figurent pour plus de 45 p. % dans le nombre des effets escomptés.

Il y a donc incontestablement une assez grande tolérance à cet égard.

4° *Refus d'admettre à l'escompte les effets ayant pour cause l'achat de matériel industriel.*

La section centrale a demandé au Gouvernement s'il était exact que la Banque refusât d'escompter les promesses ayant cette cause.

M. le Ministre des Finances a communiqué à la section centrale les renseignements qui lui ont été donnés par M. le Gouverneur de la Banque nationale.

Une circulaire du 21 janvier 1862, recommande aux comptoirs de refuser les effets qui rentrent dans les catégories suivantes :

- « 1° Les effets créés en paiement du prix d'immeubles, ou qui ont leur cause » dans des transactions immobilières ;
- » 2° Les promesses ou billets à ordres souscrits par des particuliers qui ne » sont ni commerçants ni industriels, ces billets fussent-ils même présentés par » des banquiers ou négociants ;
- » 3° Tous effets ayant évidemment pour cause la construction ou l'agrandis- » sement d'usines, leur outillage, l'exécution de travaux publics, ou toute autre » immobilisation de capital ;
- » 4° Les effets souscrits pour mises de fonds dans des sociétés industrielles ou » pour achat d'actions dans ces sociétés ;
- » 5° Enfin les effets souscrits en renouvellement d'autres échus ou près » d'écheoir. »

Les termes trop généraux de la troisième catégorie ont trompé sur l'étendue de la prohibition. Jamais la Banque n'a appliqué cette disposition en ce sens que le constructeur de machines, par exemple, qui dispose sur un industriel pour les appareils qui lui ont été fournis ne puisse escompter sa traite. Il y a là une vente commerciale qui rentre dans les opérations de la Banque.

Mais il en serait autrement si au lieu de recourir à la Banque pour escompter le papier qui représente une opération faite, on voulait obtenir à demeure le crédit nécessaire à la création ou à l'agrandissement d'usines : il y a là une opération de commandite qui sort du cadre des affaires d'une banque d'émission.

Ainsi entendue la décision de la Banque a paru irréprochable.

Votre section centrale croit vous avoir complètement exposé les motifs qui l'engagent à vous proposer l'adoption du projet de loi.

Deux points lui ont paru n'être pas à l'abri de la critique.

L'un qui a trait à l'augmentation du capital de la Banque, peut être corrigé par le mode d'exécution de ce qui est projeté.

L'autre qui concerne le droit de timbre sur les billets, semble devoir entraîner la suppression d'un article de la loi.

En adoptant la double modification indiquée, on assurerait à l'État, sans gréver la Banque, une augmentation de bénéfices qui est assez importante pour ne pas être négligée.

Votre section centrale ne vous propose pas d'amendements ; elle a la confiance

que le Gouvernement pourra s'entendre avec la Banque nationale de manière à écarter ces difficultés de détail ; la loi aura ainsi conservé le caractère contractuel que le Gouvernement tient à lui maintenir.

Le projet réalise le but que le Gouvernement s'est proposé ; il maintient en améliorant, il concilie avec équité des intérêts opposés, il assure de plus en plus la conservation de l'excellente situation du crédit public et du crédit privé.

A l'unanimité, votre section centrale vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

EUDORE PIRMEZ.

Le Président,

THIBAUT.